

P R E M I E R E P A R T I E

Les racines du mal qui paralyse notre pays

Chapitre I La nature du régime au Maroc et son origine

Section I : Une interprétation tendancieuse de l'histoire
du Maroc .

Section II: La fallite du Mouvement National .

Section III : Le piège de l'Indépendance et ses conséquences

Chapitre II L' analyse de la situation actuelle .

Section I : Historique .

A- Sur le plan politique

B- Sur le plan économique et social

Section II : Situation économique et sociale actuelle

A- Situation économique

B- Les répercussions sur le social

C- Les secteurs à pénétrer

Section III : Les appuis du régime

Section IV : Appréciation de l'étape actuelle

Chapitre III Fondement idéologique de notre mouvement révolutionnaire.

Section I : Caractère malfaitteur du régime actuel :
une seule réponse : prendre des armes .

Section II : Une tradition de lutte et de résistance.

Section III : Stratégie et tactique

- A- Le caractère fondamental de l'initiative
- B- Une attitude défaitiste et moralisante
- C- Tâches essentielles et tâches secondaires
- D- Dépassement
- F- Prendre des armes n'est pas résoudre le problème

DEUXIEME PARTIE

Instrument de la révolution : le parti et les organisations de masse.

Chapitre I La révolution et sa direction

- Section I : Idéologie et histoire du Maroc
- Section II : Matûrité idéologique du parti.
- Section III: Economie et Politique

Chapitre II Les tâches de l'organisation des révolutionnaires.

- Section I : Situation de révolte actuelles révolutionnaires.
- Section II : Réforme et révolution

Chapitre III Le pouvoir et les masses

- Section I : L'Etat du peuple entier
 - A- Une démocratie authentique
 - B - Le contrôle populaire
- Section II : Fonctions et méthodes nouvelles

Section III : La révolution , le Parti et la démocratisation

A-- Le rôle du Parti

B-- Parti d'avant-garde

C-- Liberté de discussion et l'unité d'action

T R O I S I E M E P A R T I E

Ouverture sur l'Extérieur.

Introduction

En abordant cette étude , nous avons eu principalement en vue de brosser un tableau aussi précis que possible, de la situation politique, économique et sociale actuelle d'une part, et quelques options d'avehir au Maroc, d'autre part.

Le procès de Marrakech quia servi de détonateur aux événements du 10 Juillet à Skhirat , a produit un bouleversement dans cette situation et une mise au point était devenue nécessaire pour donner un aperçu synthétique de nos problèmes actuels et à venir. cet aperçu est d'autant plus nécessaire que l'actualité politique de ces jours derniers laisse apparaitre qu'une évolution , entraînant d'autres bouleversements , n'est pas à exclure dans un avenir proche .

En outre les expériences de lutte passées nous ont enseigné certaines leçons que chaque militant a le droit et le devoir de se rémemorer pour que son attitude , vis à vis de ce qui se déroule actuellement et ce qui le suivra par la suite , soit une attitude de militant conscients .

Nous n'avons pas seulement visé à mettre en garde nos militants contre ce qui pourra actuellement se décider en leur absence nous voulons aussi et surtout leur présenter une esquisse d'analyse - imparfaite et partielle fatalement - de l'étape et de la situation actuelle de notre pays .

La première partie se sert essentiellement des données historiques et sociologiques incontestables et incontestées pour dégager la nature et les caractéristiques et par suite l'orientation "fatale" du régime monarchique actuel.

En suite nous avons passé en vue secteur par secteur, au point de vue économique, social et politique de la société marocai-

ne actuelle pour essayer de dégager une classification (schématique certes mais suffisamment précise pour permettre une appréciation objective) en termes de classes.

La deuxième partie se veut une leçon dégagée de la première. Mais elle ne s'arrête pas au niveau de l'appréciation critique . Elle trace , en posant les premiers jalons , une voie en même temps qu'une optique révolutionnaire pour sortir notre pays de sa misère et de l'exploitation oppressive qui lui a été imposée depuis plus d'un demi siècle .

La troisième partie est une projection de notre orientation révolutionnaire sur l'extérieur .

Chapitre I : Nature et origine du régime

Le général Catroux disait que les classes possédantes nos possessions considéraient que les indigènes sont congénitalement des mineurs . Ils ne veulent et ne peuvent être gouvernés que par voie d'autorité et ne sont accessible à l'esprit et à la pratique des idées démocratiques , car leur sociétés ne connaissent d'autres alternatives que le régime féodal ou l'anarchie .

Section I : Une interprétation tendancieuse de l'histoire du Maroc.

En faisant un forcing sur l'histoire, le régime monarchique au Maroc adopte volontier cette assertion à son compte. Et pour cause : Tout ce que l'histoire du Maroc peut enseigner aboutit à la mise en accusation de la monarchie marocaine . Il serait d'ailleurs juste - comme nous allons le voir - de dire Franco-marocaine.

Cherche - t - on les véritables moeurs politiques des "indigènes" , on trouve un fédéralisme communautaire et démocratique. L'histoire du peuple marocain montre que les indigènes non seulement veulent mais peuvent aussi concevoir et mettre en pratique des idées démocratiques, que l'histoire du peuple marocain connait des épisodes de tyrannie féodale et de guerre civile, c'est indéniable. Mais la déformation de la réalité historique consiste justement à généraliser tendancieusement ces épisodes et les ériger en lois de l'histoire. Alors que les deux phénomènes, dans le

cas d'espèce sont intimement liés. Une mosaïque de petites républiques fondées sur des principes non seulement démocratiques mais d'esprit communautaire de surcroît, liées horizontalement, au plan militaire et extérieur, par des institutions fédérales sur le principe d'autonomie interne et de réciprocité d'obligation en matière de défense du territoire et d'équilibre entre les différentes républiques (système du "Leff").

Cherche-t-on les véritables origines du régime monarchique actuel, on trouve là aussi tout l'intérêt qu'il a à ne pas les trahir. Remonte-t-on dans l'histoire du peuple marocain à avant l'invasion impérialiste de la fin du XIX^e siècle, sous les décombres de la destruction et de la repression on entend nier la liberté ensevelie vivante. Elle entend, du fond de son abîme, chanter cyniquement les vertus de l'esclavage.

Le régime au Maroc, conscient de la gravité de ce crime, use du stratagème sentimental, cela à la faveur d'une période de crise, l'émir a pour tâche essentielle de défendre la religion et le territoire, le peuple devant garder ses mœurs politiques d'indépendance et d'intransigeance démocratique. Ayant failli à la dernière mission, en collaborant avec les envahisseurs du territoire, le Prince des Croyants s'est servi de la première pour s'imposer.

C'est alors qu'en cherchant les origines de l'actuel régime au Maroc, on trouve l'impérialisme qui s'est acharné sur les richesses et les libertés du peuple marocain depuis la fin du XIX^e siècle. Le régime pris en flagrant délit, fait appel à l'étranger.

Le peuple s'insurge-t-il contre la faillite de l'émir dans sa mission de défenseur de la religion : l'impérialisme se charge de le qualifier de fanatisme religieux. Le peuple se résigne-t-il à accepter un régime impérialo-exclavagiste, la religion fut aussitôt qualifiée de "tendance à l'anarchie traditionnelle"!

De quoi s'agit-il en fait ? D'un peuple qui a toujours refusé aussi bien la féodalité que ses pratiques exclavagistes. Un peuple qui n'a jamais craint non seulement de mettre ses oppresseurs quels qu'ils soient, en accusation, mais aussi de les châtier. La monarchie marocaine croît-elle échapper encore longtemps aux rigueurs de cette loi (car s'en est une, n'en doutons pas). Elle se trompe. Le peuple marocain a cessé depuis longtemps de la considérer comme son propre régime, ce régime oppresseur et pourri.

La monarchie marocaine, pourrie et oppressive, est morte aux yeux du peuple, le jour où la dynastie a vendu l'honneur et

les richesses du pays à l'impérialisme. c'est-à-dire au début du siècle.

En effet c'est en 1912 que la dynastie peussait l'horreur de la trahison jusqu'à un sordide marchandage... Depuis le régime ne représentait - ne peut plus représenter - que les intérêts de l'impérialisme qui l'a rescussié. Depuis cette date le peuple marocain était réduit à l'exlavage d'une double diotature. Celle de l'impérialisme avec ses moyens modernes d'exploitation à longue échéance, et celle de la féodalité qui, elle, pour satisfaire sa cupidité, se contente de l'exploitation du jour le jour. L'impérialisme choisit les domaines vitaux qui garantissent ses intérêts. Le reste est laissé à la charge de ses chiens de garde. L'impérialisme désosse la proie et en suce la moelle et ses chiens de garde apprennent à aiguïser leurs dents sur les os.

Le peuple ne s'est jamais trompé/. Pour lui, il n'y avait plus de roi. Celui de Rabat n'était plus que "Malik Erroum" (Roi des étrangers). Il n'était là que pour les besoins de la politique impérialiste. Or celle-ci consistait justement, selon la tactique de Lyauté, à se servir des apparences pour accomplir leurs contraires.

En veut-on un exemple? Lorsqu'en 1930 les autorités du protectorat ont décidé de franchir un nouveau pas dans leur politique de désintégration et de soumission totale du peuple marocain et de ses richesses à leurs besoins et intérêts, le roi Mohamed V (qui s'appelait alors Sidi Mohamed Ben Youssef) signa le dahir par lequel il accordait à la politique de ségrégation entre Berbères et Arabes son consentement et sa bénédiction. En accordant publiquement un soutien de plus à la politique impérialiste de son tuteur, le roi des "Roums" accepte, sans grand mal, de soustraire à son autorité (toute apparente il est vrai) une des prérogatives essentielles. cette prérogative concerne la majeure partie du pays: 3/5 du peuple.

Mais le peuple lui n'a pas marché : rendu vigilant et informé par son élite représentée par les étudiants, il sort dans la rue et dénonce le scandale impérialo-féodale. La répression la plus sauvage et la plus inhumaine s'en est suivie (fustigation avec des lanières de cuir des membres des délégations chargées d'exprimer l'indignation du peuple .

Que fût alors le sultan Mohamed V ? Il fit lire dans les mosquées une lettre par laquelle il confirmait le dahir et ordonnait au peuple de se taire.

Section II : La faillite du Mouvement National

Et si cette situation a changé depuis, ce n'est pas au peuple marocain qu'il faut s'en prendre, c'est à ses organisations politiques (le Mouvement National) dont la faculté d'appréciation des événements et de leurs conséquences était gravement défaillante . Soit que celles-ci sousestime l'importance de l'étape historique de la lutte du peuple marocain pour le recouvrement de son indépendance et de sa libération d'un système économique-social oppressif; soit que la direction de ces organisations doutait de son rôle et de sa capacité-voire même de ses intentions- pour franchir l'étape et rattraper pleinement aux aspirations des masses.

Quoiqu'il en soit cette défaillance ne peut trouver son explication que dans le déphasage chronologique et social qui existait entre la direction du Mouvement National et le peuple en lutte armée.

En effet au moment même où se produisit un changement radical dans les méthodes de lutte par l'emploi de la violence comme seul moyen de se libérer, le Mouvement National ne semblait y voir que l'extension de la popularité de ses objectifs d'indépendance vis-à-vis de l'étranger. Alors que la conscience révolutionnaire chez les masses ouvrières et paysannes s'approfondissait de plus en plus et leurs revendications devenaient de plus en plus précises.

Autrement dit, alors que la lutte prenait petit à petit des formes sociales-économiques qui traduisaient les rapports d'exploiteurs-exploités, la direction du Mouvement National continuait à raisonner en termes électoraux .

Ce n'est pas hasard en effet qu'une ville comme Casablanca soit la première à passer à l'action violente, comme moyen de revendications sociales et politiques. Par la prolifération des Bidonvilles et l'expansion des quartiers populaires, elle constitue un creuset en même temps qu'un simple terrain de rencontre, des ouvriers, plus ou moins intégrés à l'industrie, et des paysans plus ou moins déracinés de leur campagne. Ce n'est le seul élément -bien qu'il soit le plus important- qui fait de Casablanca une plateforme de la lutte populaire. Elle est en même temps centre-miroir de toutes les régions du Maroc . Son caractère de ville champignon-au point de vue démographique- fait que l'exode rural massif et journalier, laisse peu de temps à l'administration. S'y ajoute le manque de travail pour les ruraux émigrants et le chômage pour les autres. Résultat : il n'est pas nécessaire d'aller à la campagne pour lui faire prendre

conscience ni pour connaître ses aspirations. Il est même avantageux de se contenter de sa représentation dans les villes- et tout particulièrement les villes cotières- ; cela d'autant plus que le quadrillage administratif et militaire du régime colonialo-féodal rend toute activité d'information et de formation ,sinon impossible , du moins difficile.

Mais même lorsque la lutte a gagné la campagne sous forme de lutte armée organisée, la direction du Mouvement National n'avait pasapprété le phénomène à sa juste valeur. En effet, elle n'y voyait qu'un moyen de pression de plus, pour amener le régime impérialo-féodal à céder aux exigences qui n'ont guère évolué entre le moment de la signature du document de Protectorat et le passage de la lutte du plan revendicatif simple à celui de la lutte armée.

Section III : Le piège de l'indépendance et ses conséquences

Conséquence de cette situation, désque le régime impérialo-féodal s'est avisé de changer de tactique, sans céder sur l'essentiel, autrement dit,sans modifier sa stratégie: le Mouvement National a cru bon de crier victoire.

Car qu'a fait l'impérialisme ? Il a constaté que "son enfant," a atteint la majorité. Il peut donc sans crainte lui confier une partie du patrimoine à gérer. Or circonstance favorable , le Mouvement National,doutant encore de sa capacité, a accepté le même "enfant majeur" pour amener l'impérialisme à céder à ses revendications

La stratégie aussi bien que la tactique du Mouvement Nationalse sont confondues d'abord dans leur peine de suivre les méthodes et la tactique du régime impérialo-féodal. Cette même stratégie et cette même tactique se sont ensuite transformées sous la précipitation des événements, en une course effrénée à la célébrité. La précipitation des événements n'était pas fortuite. L'impérialisme, heureux d'avoir imposé une issue3filiale3, engageait une course contre la montre pour empêcher que la coordination de la lutte armée entre les trois pays du Maghreb n'aboutisse à la désintégration de son empire colonial.

En réaction à cette tactique , le Mouvement National jouait la carte " de présence active" dans la direction des affaires. Le moyen lui semblait suffisant en lui même pour orienter le cours des événements selon ses objectifs.

Or même cette présence, très partielle en définitive, n'était nullement garantie ni dans le temps(par un contrat de gouvernement

ou de programme). Il était certes implicitement convenu que c'est une période transitoire, en attendant la mise en place des institutions démocratiques. Mais il était dès lors clair que le Mouvement National n'avait plus aucune prise sur les événements. Il était cependant non moins clair (car la réorganisation de l'administration l'armée, la police etc, sur des bases qui échappaient complètement à l'influence de la présence du Mouvement National au pouvoir, ne pouvait laisser aucun doute à ce sujet) que la stratégie et la tactique du régime visaient ensemble la liquidation de tout ce qui pouvait mettre en cause sa présence et ses structures impérialo-féodales.

Les conséquences

Les conséquences d'une situation dès lors, ne pouvaient affecter que le processus et le rythme de radicalisation politique et idéologique des masses laborieuses qui ont choisi la lutte armée comme seul moyen de revendication et de libération .

- Sur le plan interne d'abord, puisque le compromis d'Aix-les-Bains est intervenu au moment précis où l'organisation de l'Armée de libération dans les campagnes marocaines commençait à s'organiser sur des bases stratégiques dépassant largement les objectifs et les revendications de la direction politique du Mouvement National. La direction politique du mouvement absorbée par des luttes intestines qui occasionnent un changement de tactique dans tous les régimes. Elle laisse ainsi le champ libre au régime impérialo-féodal d'organiser son appareil répressif et entamer l'arrest puis la liquidation des éléments progressistes qui avaient organisé la lutte armée ...

L'habileté du régime impérialo-féodal est telle que ni le fait d'avoir soustrait l'appareil répressif , ni la liquidation par le moyen d'absorption, de dissolution et de dispersion de tout ce qu'il y avait de positif dans les organisations populaires n'a pu les soustraire au jeu du régime impérialo-féodal.

- Sur le plan Maghrébin, l'impérialisme a réussi à modifier la situation, en sa faveur, sur deux plans complémentaires.

. Empêcher la coordination entre les mouvements de libération algérien et marocain. Autrement dit les isoler et par conséquent les affaiblir.

. Se décharger de la liquidation de la résistance au Maroc sur son fils adoptif: et par suite consacrer toutes ses énergies à

l'écrasement de la lutte du peuple algérien.

Un destin commun

On voit donc que ce sort, avant, pendant et après le Protectorat, le destin de la monarchie au Maroc est lié à celui des intérêts de l'impérialisme. Car l'instauration du Protectorat, et la restauration de la monarchie n'aurait pu se faire l'une sans l'autre. Et ni l'une ni l'autre ne pouvait se faire ni continuer d'exister sans l'emploi de la force et de la répression; car aussi bien l'impérialisme que son enfant adoptif, depuis le Protectorat, constituent des corps étrangers à la société marocaine, dans sa constitution historique et dans ses mœurs politiques et sociales.

Si le phénomène féodal constitue une dégénérescence de la vie politique et sociale à travers l'histoire du Maroc, la monarchie franco-marocaine en fait son objectif principal.

Or avant même que l'idéologie révolutionnaire des XIX^e et XX^e siècles n'ait pu éclairer les chemins des masses populaires pour lutter contre la féodalité, le peuple marocain a donné preuve de son refus constant du régime féodal. Les dissertations sur le caractère du peuple marocain et ses penchants aux désordre et à l'anarchie ne constituent qu'une grossière mystification. Car avant que le régime impérialo-féodal ne réduise le Maroc et son peuple à un vaste marché d'approvisionnement et d'écoulement pour ses intérêts, le Maroc au même titre que d'autres pays européens de l'époque, ayant son niveau de développement, possédait les aptitudes lui permettant de s'engager dans la voie du progrès. L'impérialisme en détournant ces aptitudes à son profit, a mis un terme aux possibilités du développement propre du peuple marocain.

Contrairement aux assertions des colonialistes, qui procèdent par comparaison entre pays colonisés, le colonialisme loin de favoriser l'évolution d'un pays comme le Maroc, il la retarde au contraire et la rend plus difficile. Il la rend aussi plus douloureuse par l'enracinement de ses habitudes et procédés chez une minorité de la population qui lui est mentalement et structurellement liée.

Nous en savons quelque chose : des protégés des ambassades et des consulats sont maintenant pris en charge par le régime monarchique (fondés de pouvoir de tous les intérêts impérialistes). Cette masse d'intermédiaires travaillaient autrefois sous les ordres directs de l'impérialisme: comme pour illustrer les mouvements de concentration dont est caractérisé le capitalisme impérialiste, de

subordonnés directs, ces intermédiaires sont groupés sous l'autorité d'un gérant : le pouvoir monarchique.

C h a p i t r e II

Analyse de la situation actuelle

Section I : H i s t o r i q u e

La compréhension de l'état actuel de notre pays, des luttes qui s'y déroulent, des contradictions qui s'y affrontent, nécessitent une juste appréciation de ses caractéristiques.

Le Maroc indépendant depuis 1956, entre en 1960 dans une crise générale, affectant tous les domaines politique, social, économique et culturel. Mais il serait vain de croire que ces dates sont arbitrairement choisies pour dégager les caractéristiques d'un pays. Mais entre ces deux dates la dernière n'est pas la moins importante dans l'histoire récente du Maroc. Elle est de surcroît liée de façon plus directe aux préoccupations actuelles des forces progressistes marocaines. S'il est bien certain qu'on ne peut saisir la signification profonde de ce qui se passe au Maroc que si l'on lie le passé au présent, les événements de 1960 arrivent à point nommé. Tous ceux à qui la stratégie impérialo-féodale échappait encore, ont été arrachés à leurs illusions.

Le régime impérialo-féodal a alors jugé la tourmente passée pour revenir, à visage découvert, à l'orthodoxie de la cohésion entre stratégie et tactique de son bon vieux plan.

En effet les conséquences de ce tournant se représentent dans tous les domaines: politique, économique, social et culturel.

A) Sur le plan politique, la période inaugurée par le coup d'état du palais se caractérisait par un défi lancé à toutes les forces vives de la nation qu'elle soit progressiste ou simplement nationaliste. A partir de 1960 le monarque affichait son intention de ne considérer ni reconnaître en tant que telle aucune organisation politique quelle qu'elle soit. Désormais le pouvoir impérialo-monarchique ne traite qu'avec les individus en tant que sujets serviteurs. autrement dit le monarque ne doit sa situation de patron qu'à ses ancêtres et à leurs alliés impérialistes. De ce fait il ne se voit aucunement dans l'obligation d'apporter une justification institutionnelle d'aucune sorte.

Mais pourquoi donc le régime monarchique a-t-il attendu 1960 pour se démasquer? Comme nous l'avons vu au départ, il n'était qu'un figurant bénéficiaire d'un changement de tactique impérialiste

Le but de ce changement était de barrer la route à l'expansion des idées révolutionnaires et par conséquent réduire les forces se réclamant de ces idées . L'Armée de Libération étant démantelée , les anciens réseaux de la Résistance réprimés et leurs éléments irréductibles jetés en prison, le champ était donc préparé pour redresser le tir. Aussi l'a-t-on fait immédiatement : la nature du régime le conduisit à nier la qualité d'organisation à tout ce qui n'est pas militairement organisé. D'où son dédain pour les organisations de masses laborieuses urbaines et rurales, de la jeunesse ouvrière et des étudiants qui se sont pourtant engagées à poursuivre le combat de la Résistance et de l'Armée de la Libération , et donner un contenu réel à l'indépendance : le régime ne comprend que le langage de la force.

Mais l'objectivité oblige pourtant à reconnaître que la répression conjuguée avec le jeu des intérêts avait réussi à éteindre l'enthousiasme des masses populaires. Ce qui a rendu la tâche des militants d'autant plus difficile. De plus cette course aux privilèges ainsi que le travail de division et de désagrégation entrepris par les impérialistes et leurs agents ont contribué à jeter le discrédit sur certains dirigeants : à la tâche offensive des organisations de masses s'en ajoute une autre tâche défensive. Il fallait empêcher la désaffection et la démobilisation des masses gagnées par le scepticisme qui commence à s'infiltrer même dans les rangs des militants et des cadres des organisations populaires. Les conséquences éventuelles de l'indépendance algérienne à objectifs démocratiques et populaires , ont du de leur côté précipiter la décision du palais pour faire son coup d'état.

Les organisations les plus déterminées et les plus à craindre pour le régime sont liquidées par la violence et la force des armes . Pour les autres il compte sur ses moyens administratifs et de propagande pour les isoler des masses populaires. C'est ainsi qu'il utilise -comme justification du coup d'état l'inefficacité des partis à résoudre les problèmes d'organisation politique du pays et de son fonctionnement et de son développement économique. Or bien qu'un tel système n'a jamais fonctionné pour pouvoir le juger, le monarque s'est néanmoins servi de cette propagande pour justifier la nécessité d'un régime autoritaire , seul propre à sortir un pays arriéré de son sous-développement!!

Cependant, le fait même de se démasquer au grand jour pour

le régime constitue un avantage pour les organisations de masses. Une certaine clarification de la situation politique et sociale s'en est suivie. "Les autres forces d'appoints que sont certaines personnalités résidues d'anciens partis, vidés de leur contenu populaire ou tirant leur force de l'étranger, groupes se réfugiant dans l'auto-glorification de leur propre passé, groupes de fonctionnaires qui veulent se donner une allure de technocrates, ne sont plus en réalité que l'ombre du pouvoir lui-même et n'existent que grâce à leur collaboration avec le régime et leur abdication totale devant lui "(Mehdi Ben Barka). Et par suite la nature présente du régime (qui se veut autoritaire et personnel, mais qui n'est qu'un agent exécutant des intérêts impérialistes) renonce avec sa nature passée: à savoir un régime impérialo-féodal.

B) Sur le plan économique et social : Si quelques ambiguïtés subsistent encore à cet égard, un examen de la situation économique ne manquera pas de les dissiper.

La situation économique-sociale présente se caractérise en effet par une sérieuse dégradation. Mais pour l'apprécier à sa juste valeur, il est nécessaire d'abandonner les notions globales qui se révélaient pratiques dans les comparaisons, au niveau national entre deux pays différents, mais qui, dans une analyse qui a pour objet de dégager la situation sociale s'avère importante. Nous distinguerons donc, comme il est de tradition, du reste, deux secteurs principaux :

- I - Le secteur traditionnel
- 2 - Le secteur moderne

Secteurs auxquels correspondent au fait deux catégories de société. Nous verrons par la suite que l'existence et la correspondance entre les deux catégories de secteurs et de sociétés, ne sont pas fortuites. Elles sont le reflet et la conséquence de la stratégie colonialiste au Maroc.

a) Les transformations économiques

Au début du siècle, l'économie marocaine se caractérisait par l'existence

- dans les montagnes de la collectivité de la plus grande partie des terres. L'organisation tribale restait très vivace, et la solidarité entre ses membres était réelle: Pays de la Siba.

- dans les plaines, les grands domaines étaient fréquents. Ils étaient soit propriété de l'Etat; pays du Makhzen, soumis à un contrat féodal (féodalité fiscale), soit propriété privée de notables qui les exploitaient par le système du Khammassat.

Autour des villes prédominait la propriété privée: Melk.

D'une façon générale, le volume de la récolte de céréales était sensiblement égal à celui d'aujourd'hui, pour une population beaucoup plus faible. Quant aux troupeaux, ils étaient bien plus nombreux.

- Les villes connaissaient une grande activité commerciale et artisanale. Une forte bourgeoisie citadine, soigneusement hiérarchisée y habitait.

Contrairement à la féodalité européenne, la féodalité marocaine s'est développée dans le cadre d'une économie monétaire où le commerce jouait un grand rôle. Cela est dû au fait qu'elle n'était pas propriétaire des terres sur lesquelles les paysans avaient un droit de jouissance inaliénable. Elle ne possédait que le droit de lever les impôts (écrasants et souvent en nature) qu'il lui fallait commercialiser. Et comme en plus elle habitait dans les villes, elle se confondait avec la bourgeoisie marchande.

De ce fait l'ère féodale au Maroc, n'a pas entraîné, comme c'est le cas en Europe, la destruction des structures de la paysannerie. La conséquence sur le plan social, en était que, contrairement à ce qui s'est passé en Europe à la veille de la révolution industrielle où on trouvait de masses énormes de serfs chassés de la terre par les propriétaires, au Maroc les structures tribales ont fait obstacle à ces mouvements de migration. Et c'est ce fait même qui explique l'absence d'un processus d'industrialisation malgré l'existence de capitaux abondants et de techniques artisanales très évoluées: la force de travail en tant que marchandise faisait défaut. Ainsi le processus de production capitaliste n'a pu voir le jour. Les capitaux se réinvestissaient soit dans le commerce soit dans la consommation des biens de luxe par la bourgeoisie riche des villes, comme en témoigne l'existence d'un artisanat de luxe très prospère à cette époque.

Le retard ainsi pris par le Maroc, par rapport aux pays européens, entraînera la convoitise de ceux-ci à celui là.

La colonisation avait certainement pour but initial le pillage des richesses. Mais la résistance du peuple marocain a contraint cette colonisation à une présence massive et directe sur tous les plans, militaire, administratif, économique et culturel. La conséquence de cette nouvelle orientation fut sur le plan économique, la création progressive d'une enclave économique différenciée; coupée du reste du pays et amarrée à la métropole. Le système

faisait un devoir aux colonies de ne pas concurrencer les produits métropolitains. Les colons étaient donc obligés de s'orienter vers des activités complémentaires aux besoins et aux intérêts de la métropole. Or seul le gros capital appuyé par l'appareil militaire pouvait à la fois affronter la résistance des paysans, sur le plan agricole, et considérer son intérêt particulier confondu avec celui du système colonial.

C'est ainsi que naquit ce que l'on appelle le secteur moderne, entièrement orienté vers l'exportation. Le Maroc est ainsi introduit dans un autre système économique avec la constitution d'une enclave étrangère ne répondant plus aux besoins du pays et englobant les zones les plus riches aussi bien du point de vue agricole qu'au point de vue matière premières et industrie.

La conséquence en est la misère des masses populaires: réduction importante des cultures vivrières et décadence de la vie pastorale par l'interdiction des terrains de parcours et de zones de transumance, les grands troupeaux de moutons sont décimés: c'est d'ailleurs le retour à ce système dans le projet du Ranch que se trouve l'explication Hamou.

Mais d'un autre côté, le marché marocain était entièrement ouvert aux produits étrangers et aucune industrie susceptible de concurrencer les industries françaises - sauf précisément les industries extractives qui ne pouvaient être celle du Maroc - . Ce système laissait donc aux capitalistes français le contrôle de la production et du commerce extérieur du Maroc .

Et cela a eu pour effet de "créer dans le Maroc deux secteurs économiques isolés l'un de l'autre" :

1) Un secteur moderne, normalement développé et parfois même surdéveloppé, fondé sur la colonie de peuplement et orienté vers l'extérieur.

. Activité industrielle faible tournée vers l'exploitation (matières premières).

. Vastes domaines agricoles disposant de toutes les facilités d'exploitation et d'écoulement de leurs produits vers la France.

. Gonflement excessif des activités d'ordre tertiaires, fonctionnaires, commerçants, etc ...)

2) Un secteur traditionnel, tenu à l'écart des échanges exté-

Et comme nous l'avons vu, cette désarticulation n'était pas fortuite. Elle correspondait à une stratégie impérialiste visant à soumettre et à subjuguer tout un pays aux intérêts économiques, militaires et politiques d'une puissance impérialiste. Or depuis l'indépendance du Maroc aucun changement notable n'est venu l'affecter. Bien au contraire l'écart ne fait que s'agrandir entre une économie traditionnelle d'où vit l'écrasante majorité du peuple marocain (90%) et une économie moderne qui participe pour 2/3 à la production nationale, mais qui n'intéresse que 10% de la population.

Autrement dit, un peuple qui se débat dans sa misère et une caste de privilégiés qui vivent en prospérité, à l'ombre des intérêts étrangères.

b) Les transformations sociales

La colonisation au Maroc entraîna l'exploitation des masses importantes de paysans et leur refoulement dans les régions montagneuses qui n'intéressaient pas ou peu les colons. Ce phénomène a eu pour résultat la destruction des structures de la société paysanne que nous avons vu plus haut : de nombreuses tribus furent dispersées et leurs membres contraints de devenir des ouvriers agricoles sur les vastes domaines constitués par les colons; les fellahs ayant perdu leurs terres durent chercher à s'employer comme saisonniers (moissons, cueillettes etc) ou comme Khammès chez les gros propriétaires terriens autochtones.

Mais si les autorités coloniales avaient intérêt à exproprier les paysans des terres pour les occuper eux mêmes, ils avaient soigneusement sauvegardé la mentalité et l'esprit féodal. C'était un moyen de renforcer leur domination sur les masses paysannes. Une nouvelle féodalité administrative d'origine autochtone fut mise en place : Bachas, Caïdes, Cheikhs, Mokadems, Mokhaznis. Ces serviteurs de la colonisation furent gratifiés de la liberté d'action en ce qui concerne la constitution de leur domaine, aux dépens des petits propriétaires fonciers, en échange de leurs bons services. Ainsi trouve-t-on à côté des colons qui ont soigneusement occupé les terres les plus fertiles, une autre catégorie de propriétaires fonciers dont les domaines, pour ne pas être aussi fertiles, et aussi bien exploités que l'étaient ceux des colons, n'en étaient pas moins vastes. Cette dernière catégorie de propriétaires terrienne s'étend

même aux régions montagneuses (10.000 environ en 1956).

Ces derniers dont les ~~privilèges~~ étaient liés au maintien du colonialisme, utilisent les mêmes méthodes que les colons européens: exploitation à caractère capitaliste utilisant des ouvriers agricoles et cultivant des produits destinés à l'exportation.

Les millions de paysans refoulés dans les montagnes et sur les terres pauvres, vivaient dans un système fermé de subsistance. Leur misère ne leur permettait pas d'améliorer leur méthode de travail: ils continuèrent à utiliser, en périphérie des grands domaines mécanisés, les méthodes les plus archaïques.

L'accroissement de la population et la baisse continuelle de production conjuguées avec le double quadrillage féodal-impérialiste (Pachas, Caïdes ... d'une part, et contrôleurs civils, militaires etc de l'autre) entraîne peu à peu, des migrations importantes des paysans vers les bidon-villes des agglomérations citadines les plus importantes et vers l'Europe.

Mais, paysans chassés de leurs terres, campagnards taillés et traqués à loisir par l'appareil impérialo-féodal, ou habitants des bidon-villes et ouvriers d'occasion, les masses marocaines ont pour lot commun la misère et l'exploitation. Ni l'indépendance formelle, ni les promesses démagogiques n'ont pu les distraire de cette réalité amère. Car elle a pour force d'être quotidienne et la constance de devenir de plus en plus sévère.

Section II Situation économique et sociale actuelles

A- Economique : Aux espoirs de la période immédiate après l'indépendance, a succédé depuis 1960 une crise généralisée dans tous les domaines. Mais le domaine économique est particulièrement touché. Ainsi entre 1960 et 1970, la PIB par habitant en F constant n'a guère progressé. Or le secteur dit moderne ne cesse de devenir floressant, puisque la production de ce secteur pendant cette période a progressé dans son ensemble, aussi bien dans les secteurs des mines, des agrumes, du commerce extérieur que dans le tertiaire. Autrement dit, une minorité de privilégiés continue à jouir de la même prospérité que celle que connaissent les pays avec lesquels ils échangent leurs produits et leurs services. Pendant ce temps-là, l'écrasante majorité du peuple (90%) continue à souffrir de la misère de l'ignorance, de la maladie dont le poids ne cesse de grandir sous

la pression de croissance démographique: l'immense majorité du peuple produit de moins en moins et consomme de moins en moins.

exemple : entre 1959 et 1968

- la production d'agrumes, du secteur moderne passe de 410.000 t à 790.000 t , soit une augmentation de 90%.
 - Alors que la production céréale dont vivent 70% de la population marocaine, passe de 28 millions de quintaux à 30 millions-malgré la récolte exceptionnelle dans l'histoire du Maroc, de 1968-, soit une augmentation de 10%.
- Mais comme pendant cette période la poussée démographique de la population paysanne était de plus de 25% , c'est donc le revenu dont dispose le paysan pour nourrir sa famille qui a diminué: il a produit un peu plus, mais comme entre temps il a eu un ou deux enfants , ils sont moins nourris et moins habillés.

Tout le reste du secteur traditionnel(l'artisanat, le petit et le moyen commercant, même les industries alimentaires) a son sort lié à celui du paysan. Et de ce fait ce n'est plus 70% des habitants de la campagne qui voient son niveau de vie -déjà misérable- regresser, mais c'est 95% des masses populaires qui en souffrent et supportent les conséquences.

- Le revenu de l'agriculture par habitant est d'une moyenne de l'ordre de 230 F par an. Encore n'est-ce qu'une moyenne. Dans certaines régions(montagneuses et sahariennes) ce revenu ne dépasse pas 200 F par an .

- De même environ 83% des salariés du secteur privés touchent un salaire moyen de 226 F par mois, alors que 5% touchent un salaire mensuel de l'ordre de 1.800 F, c'est-à-dire 25% de la masse des salaires versées par ce secteur. Mais on considère généralement que, vu la situation désespérée des paysans , ces salariés à temps complet peuvent être classés parmi les "privilegiés". En fait chaque salarié, ayant à sa charge une famille d'une moyenne de 5 personnes, soit une population totale de 1 million, ne prélève que 5% du revenu national qui est de l'ordre de 13 milliards de francs.

Autrement dit , 10 millions de paysans ne prélèvent de ce total que 20% ; 3,5 millions d'artisans, petits commer-

cants, ouvriers etc ne prélèvent que 25% . Alors que quelques privilégiés dont les colons, les féodaux, les spéculateurs intermédiaires et l'appareil de l'Etat prélèvent le reste soit plus de 50 % du revenu National.

Dans un pays où l'écrasante majorité des habitants est réduite à la misère et à l'exclavage et où la conscience de rôle révolutionnaire n'est encore qu'à ses débuts, la mission des militants révolutionnaires est immense et ses moyens d'application sont aussi bien nombreux que variés.

Tous les secteurs sans exceptions souffrent de l'exploitation à caractère de pillage, de la bande du régime impérialo-féodal. Si la tactique révolutionnaire traditionnelle donne la primauté à la classe ouvrière puis à la classe paysanne, ce n'est nullement parce qu'elle veut négliger les autres, c'est uniquement parce qu'elle veut les préparer aux tâches futures d'édification (les artisans).

Mais s'agissant du Maroc , la répression aveugle du régime impérialo-féodal fait que tous les secteurs ont le même rôle : détruire le système qui les opprime et les exploite. Les ouvriers les paysans, les petits commerçants et même les soldats sentent la même humiliation et souffrent de la même exploitation; chaque secteur apparaît comme une miniaturisation du système impérialo-féodal:

-Dans l'armée quelques officiers supérieurs président à l'exécution d'une politique esclavagiste dictée en partie par le régime et en partie due à l'initiative des officiers eux-mêmes, leur promotion, avancement dans les grades et affectation dans les régions ne dépend en fait que du bon vouloir du régime, ces officiers correspondent aux agents de répression auprès de l'armée. Ils la surveillent , l'espionnent, l'intoxiquent en lui inculquant des principes mercenaires de façon à la compromettre psychologiquement chaque jour davantage aux yeux du peuple: l'intoxication prépare à un crime, elle use de tous les moyens y compris le crime(exécutions sommaires sans jugement dont celles du 12 juillet n'étaient que les plus spectaculaires). Une fois le crime accompli, vient la période d'identification. Le temps fait apparaître le caractère criminel de l'opération. L'armée est sensée e, concevoir et nourrir des complexes de culpabilité pour la vie . Le tout étant accompagné d'un système

d'interressement et de corruption à l'échelon individuel parmi les officiers supérieurs.

-Les autres secteurs connaissent exactement le même système de noyautage, de corruption et de chantage .

-Le secteur ouvrier connaît lui aussi la même forme de miniaturisation : une direction apprivoisée par vocation ou par contrainte elle joue le même rôle qu'assument les officiers supérieurs dans l'armée. Il n'est évidemment pas question ici ni de la discipline administrative ni de la discipline militaire et quelques "quelques sorties des rails" sont permises et effectives. Mais dans l'ensemble la stratégie aussi bien que la tactique du régime sont appliquées dans ce secteur (qui est pourtant considéré généralement comme secteur d'avant-garde et que sa direction pour des raisons démagogiques, considère comme tel) comme dans les autres. Ce que cette direction peut laisser de son rôle répressif à l'égard de la classe laborieuse, le chantage à la concurrence et à la division l'y poussent instinctivement . Pendant ce temps-là, à l'échelon individuel; chacun des membres de cette direction est sollicité par la même pratique d'intéressement matériel et d'appui pour les ambitions visant à l'asservissement de la base. Partant de l'idée que dans un pays sous-développé, la personnalisation crée le pouvoir, les individus s'accrochent à la direction sans se soucier de la mission historique qui est celle de la classe ouvrière. Ils en arrivent même à oublier jusqu'à la notion de mission pour s'occuper uniquement de leur maintien à la tête de cette organisation quel qu'en soit le prix : ainsi leur aveuglement soutenu par leur cupidité et leur ambition aboutit à faire d'eux les représentants à l'échelon inférieur, autrement dit les subordonnés hiérarchiques du régime impérialo-féodal.

Ils se cachent souvent derrière le paravent du syndicalisme pour le pain. Or, pour peu qu'on dépasse le stade du verbalisme pour aller chercher les mécanismes réels qui devraient assurer cette mission revendicative saine en soi, mais qui est devenue un slogan démagogique, on constate que leur doctrine aussi bien que leur expérience font d'eux des casseurs de grèves revendicatives que des organisateurs de celles-ci.

Chaque fois qu'un mouvement revendicatif parti de la base aboutit à un résultat satisfaisant pour une catégorie de tra-

vailleurs, c'est toujours par dessous la tête de la direction nationale que ce résultat est atteint : la lutte de la base est dirigée aussi bien contre la direction que contre le système impérialo-féodal. Cette base ne considère pas qu'elle a affaire, en face d'elle, à deux ennemis distincts. Au contraire en luttant contre le système impérialo-féodal, elle use, en même temps, ses agents à la tête de leur propre organisation. Les militants ouvriers sont conscients de l'unité de leur ennemi en même temps que de leur destin commun. Ils sont conscients que toute tentative de différenciation ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de la féodalité. Ils préfèrent leur unité à la multitude des syndicats; ils préfèrent l'unité dans l'infortune à la division dans la gloire.

L'argumentation qui fonde l'attitude de ces dirigeants syndicalistes se réduit à reconnaître le rôle dominant et déterminant de la violence politique. Une profession de foi est la soumission devant les faits qu'ils érigent à l'occasion au niveau des réalités intrinsèques. Une doctrine est celle de la lâcheté. Pour eux, la force, même sans les apparences de baudruche continuera longtemps encore à triompher des idées.

En fait, tout en assurant leur réussite sociale à la tête d'une organisation de base, ils croient plus à une révolution par le haut qu'à une révolution par la base. Mais l'attitude de ces individus n'est pas celle qui résulterait d'une conviction quoique certains d'entre eux se plaisent dans le rôle de doctrinaires en dilettante; elle résulte au contraire d'une fonction usurpée. Comme telle, elle ne peut être orientée et déterminée que par les intérêts et les ambitions des personnes qui les exercent (et non par ceux des masses laborieuses au nom desquelles elles sont censées agir). Pourquoi? Parce que les aspirations des masses laborieuses ne sont ni en principe ni en pratique observées : c'est tout le problème de la démocratie. Nous allons illustrer ce principe par la comparaison avec une autre organisation syndicale : celle des étudiants.

L'UNEM est la seule organisation syndicale qui échappe au schéma de miniaturisation que nous avons évoqué; ce n'est pas un hasard. Cet état de fait est la conséquence logique d'un choix de principe révolutionnaire et démocratique suivi dans les faits par une pratique démocratique quotidienne à tous les échelons et dans

tous les organes de l'organisation estudiantine. Chaque année aussi bien son activité que ses orientations syndicales et politiques sont soumises au criblage de la critique et à la confrontation de différentes opinions.

Ni le côté "pain" ni le côté "jeu" n'eut été négligés l'un par rapport à l'autre ni les deux à la fois. Ils sont associés comme ils doivent normalement l'être par une organisation révolutionnaire de masses. Nulle autre organisation syndicale n'a su avec autant d'harmonie et de tactique habile défendre ses revendications aussi bien d'ordre politique que matériel, en face du régime, quel'UNEM

Nul besoin d'énumérer les occasions pendant lesquelles les étudiants se sont trouvés face à face avec la machine répressive du régime impérialo-féodal: depuis sa création, l'UNEM reste sur le plan politique une constante de l'orientation révolutionnaire dans la vie politique marocaine. Le chantage et la répression pouvaient s'acharner; les étudiants savaient n'avoir rien à perdre si ce n'est leurs chaînes et celles des masses dont ils sont, à juste titre, l'élite .

Les étudiants mettant leurs actes en conformité avec leurs principes ont réussi à plusieurs reprises à eux seuls à modifier les masses au point que le pouvoir et son appareil répressif s'en sont trouvés désemparés. Seule l'attitude démoralisante avait aidé -et continue à le faire - à se maintenir sur les rails: nous avons vu qu'elle ne pouvait pas faire autrement, leur sort est lié.

Nous avons déjà vu le secteur agricole. Nous avons vu que ce sont les structures de base de ce secteur qui représentent et déterminent la nature du régime impérialo-féodal au Maroc.

Il nous reste à dire quelques mots sur le secteur tertiaire. Il n'échappe pas à la règle, elle même plus sévère ici qu'ailleurs à cause de sa soumission directe aux intérêts étrangers. Ici le régime marocain, bien qu'occupant une place de choix, a un rôle qui ne dépasse guère celui d'un intermédiaire "hiérarchiquement supérieur": c'est lui qui se charge de la distribution des miettes laissées par les intérêts impérialistes qui se sont faits une concession des richesses minières et agricoles du Maroc.

Mais il faut préciser que si nous avons distingué les différents secteurs pour mieux appréhender la nature du régime monarchique au Maroc ainsi que ses moyens d'exploitation, il convient néanmoins de préciser que les bénéficiaires sont le plus souvent les mêmes

dans chacun des secteurs. Oh, certes, ne sont-ils que des usufruitiers désignés par dahir (quand ce n'est pas par téléphone) et révoqués par radio (quand ce n'est pas par Radio-Médina) selon les secteurs. Mais c'est là l'illustration même de la haute opinion que se fait le régime monarchique de la vie politique : il persuade à ses serviteurs que pour demeurer tels ils doivent non seulement assumer leurs responsabilités de profiteurs c'est-à-dire de privilégiés mais ils doivent aussi et surtout servir de tampon à toute tentative de contestation et de soulèvement du peuple contre le régime. Mais généralement cette condition essentielle et préalable pour devenir "serviteur" n'intervient qu'en dernier lieu. Soit parce qu'on accorde suffisamment de crédit à la stabilité du régime et à sa capacité de se maintenir, soit qu'on^{n'} accorde^{pas} suffisamment de crédit à la maturité des masses opprimées et à leur aptitude à renverser le régime (et certains doctrinaux, opposants à l'occasion, parlent volontier de cette idée, la première étant celle du régime lui-même).

Ainsi ce secteur par sa dépendance de l'étranger et par la mouvance de ses activités et de ses modes de fonctionnement donnent lieu à des affrontements durs et fréquents. Les affrontements ont la particularité de faire entrer en jeu toutes sortes de contradictions d'ordre économique, sociologique, familiale et politique: c'est le processus par lequel se prépare l'élimination et le renouvellement au sein du personnel des serviteurs. L'essentiel du système politique marocain y est condensé: c'est le parlement préféré de la monarchie marocaine. Les quotas, les autorisations sont de pair avec les hautes fonctions administratives.

Pendant ce temps les petits commerçants sont soumis à une double exploitation résultant du mécanisme de la concurrence étrangère et de celui des impôts : la consommation pour des raisons que nous avons indiquées dans la première partie ne peut augmenter, au contraire elle diminue, alors que les intermédiaires par le crédit et la différenciation des prix les soumettent à un régime accéléré de renouvellement des stocks.

Les petits commerçants travaillent de plus en plus pour les intermédiaires et l'administration fiscale et arrivent de moins en moins à gagner leur subsistance, l'écrasante majorité est en situation de chômage non déclaré, comme du reste c'est le cas parmi les paysans.

Le rôle des militants révolutionnaires est de modifier toutes ces énergies et de les orienter vers leur véritable ennemi, celui qui détient toutes les ficelles de l'exploitation.

B - Les répercussions sur le social

Ainsi l'immense majorité du peuple marocain voit son niveau de vie se dégrader vers la famine alors que quelques privilégiés dont le sort et les intérêts sont liés à l'impérialisme, s'enrichissent à un rythme scandaleux. Or cette situation loin d'alarmer le régime, elle confirme, au contraire, ses orientations, en matière économique et sociale .

Ainsi au lendemain de l'indépendance tout le monde s'accordait à dire que des réformes d'ordre politique, économique et surtout agraire étaient d'une nécessité absolue. Mais le régime féodal a préféré, - tout en entretenant l'espoir des masses par des procédés démagogiques grossiers - continué à consolider l'héritage de ses pères colonialistes. Le régime a toujours la conviction que la misère est le soutien de la féodalité: à la faveur de la misère des grandes propriétés se constituent et les expropriés sont susceptible de devenir de véritables vassaux. Par un processus de concentration fondé sur l'ignorance et la misère du peuple , et l'enrichissement d'une minorité de plus en plus réduite, le régime nourrit ainsi l'espoir de faire un retour en force au bon vieux système impérial: l'ensemble de l'activité économique et commerciale passe dans les mains du cheff, spit par l'intermédiaires de serviteurs, privilégiés qui trafiquent en son nom, s'ait directement en se réservant des monopoles: quelques abondons de ces derniers jours ne doivent pas faire illusion.

La loi de novembre 1960 faisait bien obligation au gouvernement de procéder à une réforme agraire. Le plan quinquenal avait exprimé l'intention de celui-ci de transformer cette obligation en exécution. Or que s'est-il passé en réalité? Les terres récupérées des mains des colons sont utilisées non pas comme la loi le prévenait à satisfaire le besoin des paysans pour vivre et pour produire, mais elles sont allées par un ordre de préférence scandaleux à constituer une caste dant le noyau est le roi et les satellites , les membres de sa famille et les fidèles serviteurs. Mais pour masquer le tout on organise la pseudo distribution des terres dont d'ailleur ne bénéficient que quelques notabilité pronnées à cette occasion au rang de chiens de garde.

Les réformes structurelles sont indispensables non seulement pour atténuer la situation misérable du paysan mais aussi pour l'intéresser à l'augmentation de la production agricole nécessaire pour faire face aux conséquences de la poussée démographique.

Mais le régime jugeant sans doute que, ne pas répondre aux aspirations du peuple, en matière économique, sociale et culturelle, constitue une attitude par trop défensive à l'égard des masses populaires et qu'il faut en même temps adopter une attitude offensive par la mise en place d'une politique fondée sur la hausse des impôts et le blocage des salaires, accompagné par une hausse des prix consentrée à l'accroissement des dépenses de l'appareil de l'Etat; les dernières mesures illustrent, s'il en est encore besoin que le régime ne craint et ne comprend que le langage de la force!

H A U S S E D E S P R I X :

Non content d'accaparer les terres récupérées, la bande du régime veut faire payer l'irrigation de ces terres aux masses populaires. Ainsi s'applique la corrélation, que le roi lui-même a voulu, qu'il y ait entre le doublement du prix d'une denrée alimentaire aussi importante que le sucre. L'Etat opère un prélèvement sur le sucre du même ordre de grandeur que le montant des recettes provenant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Si l'on sait la place que tient le sucre dans le budget d'alimentation des masses populaires et surtout paysannes (60% du budget) on comprend mieux la stratégie du régime.

Et si le sucre cristallise bien cette politique- de l'aveu même du chef de l'Etat- il n'est pas le seul à être concerné par la hausse des prix. Ainsi les statistiques officielles indiquent que depuis le dernier relèvement légal des salaires en 1962, l'indice du coût de la vie est passé de 109;1 à 132 en avril 1970. Soit une augmentation de plus de 20%. Malgré cette augmentation considérable enregistrée officiellement, les salaires et les traitements continuent d'être bloqués. Ceci alors que la loi sur l'échelle mobile fait obligation de relever les salaires à chaque fois que l'indice du coût de la vie augmente de 5%.

Or la jonction de tous ces facteurs- stagnation de la production des paysans et le refus qu'on oppose à leur droit à la terre, la hausse des prix, le blocage des salaires ainsi que la poussée démographique - traduit une politique concertée de paupérisation

si non d'extermination du peuple marocain par la faim et par l'ignorance.

Section III : Les appuis du régime

Cette situation de misère et d'ignorance réservée à l'immense majorité du peuple ne s'étend pas à tous. Nous avons vu que quelques privilégiés s'approprient plus de 50% du revenu national. Ceux-là, ils s'enrichissent, chacun selon l'ordre de préférence qui lui a été attribué dans l'accaparement et le pillage des richesses nationales. Ils ne le cachent pas. Car, malgré la misère dont nous avons fait état :

"La consommation générale n'a pas diminué du fait de la dégradation de la consommation de l'immense majorité. Elle a augmenté de 1960 à 1968 de 670 à 1060 milliards. Et au cours des années d'affaïssement de la consommation des produits essentiels, la consommation à l'échelle nationale augmentait de 27 milliards en 1964 à 50 milliards en 1965 .

Ainsi, si l'immense majorité du peuple marocain se débat pour tenter de survivre, une infime minorité de privilégiés est littéralement gorgée de richesses et de désirs assoiffés de jouissances, au point d'être devenue insensible aux prix des biens somptueux et des biens de consommation de luxe" (Mohamed Lahbabi)

Vue cette situation, où le régime peut-il aller chercher son soutien ? Sa base à l'intérieur étant, comme nous l'avons vu, réduite à quelques centaines de milliers de privilégiés dont les Européens et leurs intermédiaires, le régime ne peut logiquement et pratiquement chercher son soutien qu'à l'extérieur. Et surtout après l'effondrement de la légende de l'armée dévouée au trône : l'armée comme toutes les forces sociales du peuple marocain ^{est} sensible aux difficultés des masses engendrées par la misère .

Le régime est condamné à se trouver à la merci du soutien de l'étranger. Il est condamné de choisir à l'intérieur ce qui est conforme aux intérêts de l'étranger. Car sa politique de séduction de privilèges et de corruption administrative n'a aucune chance de réussir dans le contexte social marocain dont nous avons vu un aperçu : l'avidité des serviteurs à l'esprit étroit et à l'horizon en rideau noir, ainsi que le manque objectif de générosité du tuteur impérialiste, constituent ensemble un obstacle infranchissable

à la continuation du régime et encore moins à sa réussite: la part du gâteau laissée par les intérêts impérialistes à la disposition du régime est nécessairement insuffisante pour venir à bout des désirs et des besoins d'une caste qui a choisi la course contre la montre pour s'enrichir et s'établir à l'étranger avant que la marée de la colère populaire n'arrive."L'Angleterre, disait Palmavecston, n'a pas d'amitiés constantes, mais seuls des intérêts permanents". Aussi peut-on dire qu'avec le régime monarchique nous sommes revenus à la fin du cercle : les alaouites se sont définitivement installés au Maroc quand Moulay Rachid s'est fait reconnaître chef, l'emir des croyants et non chef de bande. Hassan apparaît de plus en plus chef de bande et de moins en moins émir des croyants. On est à la fin du cercle.

Section IV : Appréciation de l'étape actuelle

Après l'analyse de la nature du régime, il convient maintenant de voir la situation des masses populaires en général et la nature des contradictions qui l'agitent en particulier.

Il était clair en effet dans notre analyse que la nature de classe féodale du régime faisait de celui-ci un instrument de répression et d'exploitation. C'est dans cette nature de classe exploitante que réside la principale contradiction. Nous disons principale car il existe d'autres dont le caractère tout secondaire qu'il est n'en reste pas moins important, c'est ce qu'ont démontré les événements bouleversants qui ont marqué l'année 1971.

A - Le procès de Marrakech

Le procès de Marrakech n'était que la deuxième édition du faillissement à la surface des contradictions internes des organisations d'avant-garde nécessaires. La première édition étant constituée par la naissance de la résistance armée en 1953.

Depuis 1960 le processus de clivage qui avait abouti à la cession en 1958 s'est transposé, vu les circonstances de création de l'UNFP au sein de ce parti. Des tendances différentes commençaient à s'affronter plus ou moins officiellement au sein de l'UNFP dès cette date, leur force, leur organisation et la radicalisation de leurs doctrines deviennent d'autant plus évidents que l'élan de la répression du régime se serve et que l'horizon d'un retour éventuel au pouvoir s'éloigne. Mais c'est en 1963 ou très peu de temps après que les divergences de ces tendances apparaissent au grand

jour. Mais la différence vace ce qui s'est passé en 1953, c'est que vu le caractère collégial de la direction de l'UNFP aucune des tendances ne se trouve en position de réussir contre ~~elles~~ toutes les autres, d'où le caractère latent du conflit, autrement dit des contradictions. Mais si cette différence est finalement de nature négative, il en est une autre de nature positive cette fois : à savoir l'inexistence (contrairement à l'expérience de 1953) d'une force extérieure, le roi, qui puisse articuler autour d'elle les différentes tendances et divergeances. (nous avons vu que le rôle d'orientation résultait plus d'un manque d'appréciation de la part de ces différentes tendances que d'une situation de rapports de force objective) .

I) Les causes aboutissants au procès de Marrakech

Le procès de Marrakech est d'abord et essentiellement l'aboutissement d'une crise latente au sein du parti, provoquée par une divergeance en ce qui concerne l'attitude à prendre vis à vis du régime impérialo-féodal. Une crise idéologique certes mais aussi, on est presque tenté de dire surtout, une crise de structure internes du parti.

qui Mais ce serait trop simplifier que de dire que le processus a aboutit au procès de Marrakech était uniquement déterminé par cette double crise au sein du partie. L'intensification de la répression de l'exploitation ainsi que la dégradation des conditions de vie des masses a rendu la réorganisation du parti en fonction des exigences des formes de lutte que nécessite l'étape présente. Faillir à cette nécessité c'est courir le risque de se couper des masses et laisser leur énergie se consommer en gaspillage de soulèvements spontanés : les campagnes (intérieur) 1969, événements estudiantins, ouvriers Maroc-oriental, 1969 Statt (morts), Sidi Yahya et les enseignants et fonctionnaires. Cette situation, il faut le répéter, résulte de l'attitude catégorique du régime monarchique face aux revendications de nature politique, économique et sociale des masses populaires. Le seul dialogue qu'il porte et qu'il comprend est celui du crime et de la violence. De ce fait la situation économique et sociale des masses a engendré progressivement chez celle-ci une autre optique, pour regarder et juger le problème politique. Plus qu'aux conséquences de la politique du crime et de la violence du régime c'est à ce changement d'optique chez les masses populaires, que doit être

attribué le caractère aigu des contradictions internes au sein du parti qu'illustre le procès de Marrakech.

(Il faut d'ailleurs bien comprendre que le procès n'est ~~pas~~ une illustration voulue par le régime d'une escalade dans le crime et la violence commencée pratiquement depuis 1961 . Et si le procès a eu lieu c'est parce que le régime voulait non seulement atteindre physiquement les éléments les plus déterminés du parti, mais aussi essayer d'atteindre moralement le parti en s'attaquant à ses rapports avec les forces révolutionnaires à l'extérieur) la base du parti et les cadres les plus dynamiques ressentent plus violemment l'injustice de cette situation et ne voient d'autres issues que la radicalisation de l'analyse et par conséquent de la stratégie- en une organisation politiquement et militairement la révolution des masses pour détruire le régime impérialo-féodal actuel, solutions auxquelles répugnent les autres tendances, opportunistes ou défaitistes de la direction du parti.

2) Contradictions secondaires et contradictions principales

Il reste ce pendant que l'étape actuelle exige que toutes les énergies soient orientées uniquement contre le régime et ses bases. Autrement dit , dépasser la situation actuelle caractérisée par l'effritement et le gaspillage des énergies et dont le bénéfice en définitive revient au régime . D'où la nécessité de canaliser le maximum de ces énergies sur le plan stratégique en une force homogène, orientée vers la stratégie des masses.

Ainsi éviterons-nous, tout en gardant la liberté d'initiative en ce qui concerne les décisions se rapportant au plan interne, de ne pas faire cadeau au régime, sur le plan des manoeuvres, des solutions de rechange. Ce qui constituerait un préjudice pour notre stratégie dans le temps. Le revers de la médaille reste évidemment que , si nous n'y mettons pas la vigilance voulue, nous serons embarqués dans la tactique et par la suite la stratégie de nos alliés du moment. C'est alors une question de rapport de forces. Il n'est peut-être pas exagéré de dire que ce rapport de force ne constitue qu'un aspect particulier du problème plus général de la stratégie des masses. En formulant d'une manière claire et nette les aspirations des masses populaires et en précisant les moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser ainsi que le cheminement à suivre pour cette réalisation, on contribue pour une large part à empêcher que ce ris-

que ne se traduise par une déviation effective.

Du reste les deux expériences de la "réunification" et du "front national" nous auraient au moins servi à nous familiariser à distinguer les aspects positifs, des aspects négatifs de toute alliance future. Car si le principe d'alliance n'est jamais à exclure à priori, encore faudrait-il étudier avec soin les conditions et les circonstances qui l'ont dicté. Les forces qui projettent en commun l'intransigeance dans leur attitude envers l'ennemi commun : le strict minimum est de ^{se}mettre d'accord sur ce qu'elles ne veulent pas. Il ne nous semble pas que ce soient les termes (ni à fortiori l'esprit) de cette condition minimale qui aient présidé aux conclusions de deux expériences précédentes. Elles n'avaient même pas les formes requises pour elles puisque la base a été tenue dans l'ignorance complète jusqu'à la publication du communiqué les annonçant.

Tenues dans l'ignorance, mais aussi préoccupées par leur situation économique et sociale, les masses populaires restent indifférentes à ces alliances qui n'ont guère d'influence sur le combat quotidien : les soulèvements répétés l'ont déjà montré.

Ces soulèvements et les colères des masses laborieuses et ~~exploit~~ exploitées qui les ont engendrés , avaient par contre une influence considérable sur l'évolution des contradictions internes(ou secondaires) de chaque classe sociale : c'est le cas de l'armée marocaine en particulier.

B - La tentative de coup d'Etat du 10 Juillet

C'est dans le contexte de cette évolution qu'il faut , sans doute, situer les événements sanglants qui ont commencé à Skhirat le 10 Juillet. La tentative de coup d'Etat n'était que l'illustration de ce que chacun savait déjà depuis longtemps : les contradictions internes du régime ne peuvent plus être masquées par le voile de la "distribution efficiente" de privilèges ni par le conditionnement démagogique intensément entretenu par une propagande d'intoxication et de confusion dans les esprits. Vu le caractère récent et artificiel de la classe au pouvoir(sinon en totalité, du moins en grande majorité) l'action des privilégiés loin d'atténuer ses contradictions, les aggrave au contraire.

C'est ainsi qu s'explique la participation de la majorité des officiers supérieurs à la tentative de coup d'Etat . Réputés détenir et défendre la réalité du pouvoir, ces officiers , chacun

dans sa région ou sa tribut se trouve harceler par les revendications et les problèmes de celles-ci : Hammou exaspéré par les conséquences du projet de Ransh, Bellabsir par la repression d'Ouled-Khlifa etc. Aux yeux de tout le peuple y compris le palais c'était dans l'armée que se cristallise la réalité du pouvoir. Seuls les officiers supérieurs, compléxés encore par leur origine sociale et leur passé militaire dans l'armée coloniale nourrissaient encore quelques doutes à ce sujet, les soulèvements répétés et les missions répressives non moins répétées confiées à l'armée ne laissaient plus aucune marge de choix possible aux cadres supérieurs de l'armée.

avant de passer à l'action le 10 Juillet, l'armée marocaine avait déjà refusé d'entérimer de la violence et du crime politique en déclinant sa compétence à se constituer en tribunal militaire pour connaître des accusations portées contre les éléments révolutionnaires de l'UNFP. Ce n'est qu'après ce refus que le tribunal régional de Marrakech fut saisi de l'affaire.

Ayant refusé d'assumer sa part dans l'escalade répressive, l'armée se trouve automatiquement dans la position d'un observateur à la fois intéressé et inquiet.

Le climat même qui régnait dans la salle des audiences, dominée par les révélations publiques inhumaines de tortures et des actes criminels dont ont été victime les accusés, contre les quels il n'y avait finalement que peu ou pas de preuve de culpabilité, ajoutait le trouble à l'inquiétude jusqu'au niveau le plus bas des rangs de l'armée marocaine : tout le but du procès est d'essayer de désintégrer l'avant-garde révolutionnaire. En fait, comme nous l'avons vu la situation de l'armée marocaine en tant que corps ne diffère guère de celle des autres secteurs composant la société marocaine. Il n'est donc ni nouveau, ni étonnant, au moment où le sort d'une fraction importante de l'avant-garde révolutionnaire du pays se joue par les soins d'un régime qui l'utilise comme bouclier, que les forces armées marocaines; au même titre que les autres secteurs de la société soient le théâtre d'une agitation sociale et politique: les forces armées marocaines ne sont pas plus "royales" que n'importe quelle autre catégorie sociale du peuple marocain et nous n'avons pas encore fini de payer l'erreur de nos vues schématiques à ce sujet.

C'est d'ailleurs là un des exemples types de notre faillite à

concevoir une tactique qui soit autre chose que la tactique en réaction à celle adoptée par le régime monarchique : parceque celui-ci a décidé de faire des forces armées marocaines sa chose personnelle sans chercher s'il le peut effectivement, nous avons déclaré l'armée marocaine notre ennemi. Le faisant, nous avons objectivement servi la tactique du régime.

Il faut donc se garder de tout jugement global prématuré qui tendrait à ranger les forces armées marocaines en bloc du côté du régime impérialo-féodal. Parceque instrument de pression du régime et dans son écrasante majorité issue des couches sociales les plus déshéritées, l'armée marocaine se trouve directement impliquée dans une situation, intenable pour elle, où elle joue à la fois le rôle du bourreau et celui de la victime.

De ce fait il serait juste et souhaitable de la considérer sur le plan tactique, comme une force avec laquelle on peut être amené à conclure une alliance. Mais il serait extrêmement dangereux d'étendre cette alliance au plan stratégique, tant que l'armée n'aurait pas été transformée à la fois sur le plan conceptuel et sur le plan structural en une force liée idéologiquement et organiquement à l'avant-garde révolutionnaire. Chose qui ne peut être envisagée qu'après la liquidation du régime monarchique actuel. Dans l'immédiat, les forces armées marocaines partagent avec toutes les forces révolutionnaires d'avant-garde, le calvaire de la répression caractérisée par des exécutions sommaires et des disparitions mystérieuses. Pourtant cette situation donnerait à une éventuelle alliance son caractère objectif : détruire l'opresseur.

Chapitre III : Fondements idéologiques de la révolution au Maroc

Section I : Le caractère malfaitier du régime

Le régime monarchique au Maroc, et sa bande conjuguent un mépris inégalé des masses populaires, avec un pillage des richesses sans précédent sous le poids du triple étai de la misère, de la délation et de la terreur. Cette bande fait croire à l'existence d'une mystérieuse confrérie, si on ne savait pas par qui et pour qui sont tirées les ficelles dorées des pantins qui les composent. On le sait désormais : C'est l'étranger.

Alors que la structure sociale et économique de l'ancien makhzen reposait sur trois groupes sociaux, la bande actuelle,

à l'image de la mafia ne repose plus que sur un seul groupe, Khaddam El-arche(serviteur du trône). Désignés par Dahir, ils sont destitués par Radio. Aucun choix possible pour les chercheurs d'une "situation" dans le régime. En particulier les intellectuels ne peuvent choisir qu'entre renier leurs opinions et leur origine sociale, en contre parité des séductions matérielles; et à l'enlèvement, l'assassinat, l'emprisonnement et l'humiliation : la corruption est érigée au niveau de moyen de gouvernement . La stratégie du régime est le pillage des richesses nationales; sa tactique est la corruption, la terreur et la division .

Ces moyens dont dispose le régime sont-ils aussi invincibles et aussi terrifiants que la bande au pouvoir se plait à le faire croire. Evidemment non! Dans le contexte social marocain caractérisé par la misère et l'ignorance et l'exploitation éhontée et sans bornes, quelques centaines de milliers d'individus qui se donnent pour foi l'enrichissement et pour loi la terreur, ne peuvent durablement paraître plus fort que 15 millions de Marocains. Non pas que la logique du nombre défavorise le régime. Les exemples suffisent nombreux à cet égard lui accorde un répit confortable. Mais c'est parcequ'il s'agit d'un peuple conscient de son entité nationale forgé par une histoire. Et de ce fait, ayant des aspirations communes en matière politique, économique et sociale, il est susceptible d'organisation. Or cet organisation ne peut être spontanée . Elle a pour préalable une prise de conscience très approfondie. Celle-ci ne peut se faire que sur la base des options d'avenir conformes aux aspirations des masses populaires.

Section II : Une tradition de lutte et de résistance

Profondément croyantes, les masses populaires marocaines ont toujours associé la lutte pour la libération avec celle de la défense de leur croyance. Alors que l'esprit communautaire et démocratique a toujours constitué un galvanisateur d'organisation et de mobilisation . Si le colonialisme n'a pas eu de succès dans son entreprise de désintégration , c'est que le facteur national était le plus fort. Le colonialisme et après lui le régime actuel, ont tiré la leçon de ce fait et ont entrepris de l'utiliser à leur faveur. Ni l'un ni l'autre n'ont eu le succès espéré. Ni l'affectation d'un certain comportement hypocrite, ni le charlatanisme organisé et mis

au service du dictateur n'ont apporté de fruit.

- C'est pourquoi toute organisation révolutionnaire qui se veut à l'unisson avec les aspirations populaires se doit de redonner à ce facteur national son vrai visage , visage de progrès.

De ce fait la tradition ; loin d'être un obstacle à la révolution scientifique, peut au contraire lui servir de moyen : il a déjà fait preuve de rempart solide contre les différentes tentatives des colonialistes et des impérialistes visant la désintégration et l'anéantissement de l'entité nationale .

Du reste, l'interprétation du passé national en fonction de ce qu'il a de plus constant et de plus constructif , ne peut en aucun cas être un indice de conservatisme : le fondement du marxisme en tant que philosophie de l'histoire, repose sur l'interprétation du passé humain dans son ensemble en fonction de "la vérité de l'homme et de son avenir ", et qui exerce aujourd'hui une influence étendue et profonde sur toute les civilisations .

Section III : Stratégie et tactique

Jules Ferry, cette "grande figure" de la troisième République disait : "...là où est la prédominance politique , là est la prédominance des produits , la prédominance économique".

En théoricien de l'impérialisme de son époque, Jules Ferry proclame la politique d'abord. Et ce n'est pas laisser à l'ennemi l'initiative, qu'il n'a que trop souvent, que de dire notre stratégie révolutionnaire est ainsi définie.

S'organiser en vue de vaincre la terreur, briser ses cadres et les soumettre. Ensuite seulement on mettra le système économique en place. Ce qui ne veut pas dire que celui-ci ne doit pas être défini dès maintenant. Nous avons vu qu'aucune organisation n'est possible sans cela. Mais le problème primordial dans l'état actuel des choses est celui de l'initiative. Celui-ci ne peut-être résolu que par une prise de conscience des masses exploitées . Et leur organisation alors doit se faire en fonction du degré de cette prise de conscience , de façon à être toujours prête à la modification nécessaire et l'approfondissement de la prise de conscience résultant du harcellement et de l'action quotidienne contre l'opresseur. Mais dans tous les cas le régime doit trouver constamment en face de lui une unité d'action des masses exploitées .

Toute tentative individuelle de chacun de nous pour résoudre

son problème personnel - qui n'est d'ailleurs que le problème de toute une classe sociale- laquelle il paraît - ne fait que renforcer la stratégie du régime en lui traçant son chemin en pointillé. En plus ce choix individuel multiplie les chances de réussite de la tactique du régime pour rompre l'unité des opprimés(et la solidarité). C'est un moyen efficace pour le régime de répandre et d'entretenir des rumeurs d'intoxications qui ont pour but d'empêcher la prise de conscience et d'accentuer les contradictions parmi nous, (Contradictions mineurs), encourager la trahison dans nos rangs au profit de la consolidation des siens, traduit bien la tactique déjà vieille; diviser pour régner. Aussi voit-on le régime se décharger d'une partie de ses soucis sur ses chiens de gardes trouvés parmi les rangs mêmes des opprimés et qui ont pour mission ^{de diffuser} l'intoxication et la confusion dans les esprits et qui se traduisent en définitive par le renforcement du système d'oppression, d'exploitation et d'esclavage. Avec des résultats sur le plan personnel de ces chiens de garde, insignifiants.

Prenez pour exemple la terre . Les terres les plus fertiles ont été occupées par les colons lors de leur arrivée au Maroc. Lors de la période d'euphorie qui avait suivie immédiatement l'indépendance certaines de ces terres ont été, sous des formes différentes, "récupérées" . L'espoir était alors grand de voir ces terres attribuées aux paysans qui en étaient chassés. Mais que s'est-il passé en fait ? Par un ordre de préférence que nous avons mentionné plus haut :

- La famille royale en a accaparé 10% parmi les meilleurs terres de la superficie cultivée.

- 5% des exploitants agricoles disposent de plus de 40% de la superficie cultivée.

- une infime minorité dispose du 1/4 de cette superficie .

Mais pour masquer ce fait, on organise un monstrueux tapage folklorique autour de "distributions de terres " et autres opérations tabou.

Quelques lopins insignifiants de terre ont été donné à quelques paysans, promus à l'occasion au rang de privilégiés de S.M.

L'exemple de la terre n'est pas exclusif: agrément de taxi, de café, de car de transport etc sont autant d'exemple de tactique

mise au point par le régime pour ébranler l'unité et la cohésion des opprimés : couvrir l'affectation de milliers d'hectars de terres aux membres de la bande du régime par la distribution de "privilèges" en contre partie de la trahison de classe . C'est véritablement un contrat de trahison : le privilège est repris dèsque la fonction de chien de garde est mal assumée.

A - Le caractère fondamental de l'initiative

Mais ne nous trompons pas : l'ennemi jouit d'une situation de monopole sur le plan tactique . Ce n'est ni par chance ni par hasard . Notre ennemi a , dès le départ, considéré la question de l'initiative comme une question primordiale, déterminante: elle détermine les situations de chacun ainsi que le terrain de combat. Aussi ne s'en est-il jamais déssaisie. IL attaque d'abord et offre un compromis en suite . Et par là même ses ordres de priorité sont précisés; beaucoup plus que les notres .

Ainsi nous trouvons-nous, telle la fameuse tpile de Pénélope . Une fois on donne la priorité à l'organisation sur l'action , et une autre fois l'inverse. Mais dans chacun des cas l'ennemi ne trouve aucune difficulté à déterminer l'organisation et la détruire dès-que celle-ci commence à l'inquiéter et à contrer l'action dèsque l'avance acquise par la détention de l'initiative devient insuffisante pour lui assurer la maitrise du terrain. Toute notre entreprise fonctionne en thermostat. Et la possession de l'initiative s'ajoute pour le régime l'avantage du "savoir faire" (know how), sans négliger les conséquences de réussite de ses initiatives , sa cohésion interne. Il est en effet important de remarquer que, tant que l'initiative reste entre les mains du régime, ses contradictions internes, tout en passant épisodiquement par des phases critiques ne risquent pas d'^{nt} éclater au grand jour: l'ennemi (à savoir l'immense majorité du peuple) étant pratiquement irréductible ; chaque victoire sur lui apparaît non comme une preuve de suprématie du régime, mais comme une preuve d'inanité de l'organisation des opprimés? Et par suite les crises de contradictions du régime sont immanquablement surmontées, sur le plan des intérêts et de l'otaurité , aux dépens du peuple.

Cette tactique se résoud en une surenchère entre les différentes sections de l'appareil de répression : compromettre les responsables, d'origine féodale et de formation calonialiste, ne suffit pas ; il faut que tout l'appareil - que se soit l'armée, la police

ou l'administration - soit compromis. Le statut ne suffit pas. Il doit s'y ajouter le sentiment de haine indispensable à l'accomplissement des tâches répressives. Plus un appareil aura accompli de tâches répressives, plus le sentiment d'appartenance à la classe au nom de laquelle elles sont accomplies, sera fortifié.

Ce ne sont pas là les seules conséquences qui résultent de la détention de l'initiative par le régime. Il y en a d'autres, autrement plus importantes et plus graves, sur la tactique aussi bien que la stratégie du mouvement révolutionnaire marocain.

B - Attitudes défaitistes et moralisantes

La répression et le climat de désarroi immédiat qui en résulte pousse un certain nombre de militants à adopter, vis-à-vis des événements une attitude "moralisante" : faute de pouvoir sélectionner le terrain de combat en fonction des faiblesses du régime, ils en sont réduits à sélectionner les occasions de réaction aux différentes initiatives du régime : on essaye de s'assurer, pour soit un confort moral compatible avec l'attitude révolutionnaire, ~~xxxx~~ indépendamment de l'initiative du régime. Et ce n'est que dans une seconde phase qu'on envisage, chacun selon sa morale, ce qu'il convient d'adopter comme réaction. Dans ces circonstances, la coïncidence des réactions, ne peut évidemment être que le fait du hasard : que d'énergie perdue ainsi !

Pire encore. Cette "propreté" révolutionnaire, poussée à son extrême, devient une doctrine. Cette doctrine à son tour sert de prétexte pour s'éloigner totalement du champ de combat. Et dès lors rien ne s'oppose à ce que tous les amateurs de l'opposition - confondus de tout bord viennent trouver refuge dans cette tour de Babylone "gauchiste" : les politiciens professionnels, les opportunistes en quête de promotion aussi bien que les hommes ivres de leur réserve de gloire héritée du passé y affluent avec enthousiasme. Le phénomène a d'autant plus de succès qu'il est servi, et bien servi, par des facteurs comme le régionalisme, l'intellectualisme (selon les pays européens où les études ont été faites), ou simplement la famille.

D'aucuns pouvaient se demander si la situation, dans ces conditions, n'est pas désespérée? Nullement. Le tort est de savoir choisir le remède adéquat. Et celui-ci consiste à notre avis dans la conquête de l'initiative. Aucune stratégie, aucune tactique ni non plus aucune organisation n'est viable au Maroc, si elle ne choisit

pas comme priorité des priorités la conquête de l'initiative. L'idéologie sans action est le propre même des organisations révolutionnaires sélerosées. Or action (que nous avons distingué de réaction), pour être vraiment au service d'idéologie qu'elle soit le résultat de l'initiative de notre part. Il y a sans doute parmi nous des partisans des deux étapes, démocratique et révolutionnaire. Mais outre que notre expérience avec le régime nous a montré tous les tracnards que comporte le choix et qui s'est soldé chaque fois par une brade du Maroc à la réaction, il équivaut à négliger la stratégie et l'organisation révolutionnaire au profit de l'arrivisme au pouvoir. Autrement dit souscrire à la thèse des deux phases c'est du même coup courrir le risque des conséquences de jouer la stratégie avec le régime et la tactique avec le peuple : et c'est ce qui nous a conduit à la situation actuelle.

Il est temps de prendre conscience, que la période pendant laquelle rien ne pouvait se faire sans nous , est résolue. Notre rôle de refus nous l'avons pleinement joué. Mieux que cela, nous l'avons payé.

Cette cathégorie de militants est généralement qualifiée de modérée ou "réaliste" selon qu'on est pour ou contre.

Une autre cathégorie de " militants" préfère adopter une attitude critique et systématiquement négative: ils se révoltent contre tout, contre le passé parcequ'ils ne l'ont pas vécu ni connu, et ne disposent finalement d'aucune occasion pour cela; Depuis leur tendre enfance ils se sont habitués à vivre une réalité et en penser une autre. Ainsi les voit-on, adultes, irrésistiblement poussé vers la nouveauté , une nouveauté sans perspective, sans horizon, parceque le colonialisme n'avait aucun effort pour rapprocher cette image attirante, de la réalité existante. Alors cette jeunesse trouve son échappatoire dans une littérature étrangère généralement bien par des moyens d'information, et de publication à sa mesure : et c'est là que commence l'histoire de la "Consommation " qui a pour corollaire la réduction de toute faculté d'imagination et de création . Les séquences de comparaison entre le pays sous-développé où nous vivons d'où nous puisons nos images de l'avenir, se succèdent . Et le nombre des victimes dans les rangs des opprimés , trouve dans cette succession rythme de croissance. Par suite les malheurs de la génération des exploités aspirant à la responsabilité se multiplient.

Le recours aux schémas simplistes ne facilitent rien dans ce domaine, car loin d'être une méthode d'analyse pour arriver à un jugement sain, il constitue au contraire un exemple d'illustration de la mentalité sous-développée; en même temps d'ailleurs que l'habileté de la réaction et l'expérience de ses alliés impérialistes dans l'art de retourner le mécontentement et la colère des exploités contre les victimes de l'exploitation: l'indignat d'élite formée par l'élite européenne, joue bien son rôle.

Cette catégorie de militants se trouve donc du même coup victime d'eux mêmes, parcequ'ils ne s'imposent ~~pas~~ aucun effort pour saisir la réalité des problèmes de leur pays, pour y faire face d'une manière efficace, en tirant une expérience et présenter cette expérience aux autres; victimes de leurs adversaires (de l'opposition) qui au lieu d'orienter leur énergie contre leur ennemi principal, à savoir la réaction et ses alliés, les fournissent au contraire dans des querelles de chappelles.

Il est juste qu'on ne peut s'attaquer à la contradiction principale qu'en résolvant aux préalable nos contradictions secondaires. Mais y a-t-il un moyen dans l'état actuel des choses, de résoudre celles-ci, outre que celui de les dépasser? Il est vain de croire qu'on peut déterminer la réaction au Maroc, uniquement par l'importation des slogans et l'habileté dans le maniement de ces slogans. Ce genre de spéculation relève plus du professionnalisme politique, donc de l'arrivisme, que de la révolution à proprement parler: c'est au pied du mur qu'on voit le maçon.

Les chemins qui mènent à la révolution ne sont ^{pas} nécessairement bordés de roses. L'idéologie, si elle est nécessaire, n'est pas suffisante. Il lui faut un attelage harmonieux avec une action adéquate. Et si l'idéologie n'est pas suffisante, comment de vagues slogans peuvent-ils suffir? En fait de révolution il n'y a pas de panacée. La révolution, comme la bataille de Wellington, est une suite d'erreurs et l'organisation qui la gagnent est celle qui en fait le moins.

C - Tâches essentielles et les tâches secondaires

Le mensonge a assez duré. Il faut maintenant revenir à des réalités plus concrètes qui ont du mal à se laisser résumer par des slogans aussi simple que le "radicalisme idéologique" et "l'activis-

me aventurier". Chien qui aboie ne port pas. Et les consciences malheureuses s'empêtrent dans leurs contradictions... toutes chicanerie sortie droit des cercles européens : Les européens disposent du verbe, la jeunesse du Tiers-monde l'emprunte. Entre ceux-là et ceux-ci des roitelets vendus, des féodaux, une fausse bourgeoisie forgée de toutes pièces servaient d'intermédiaires. Au Tiers-monde la vérité se montre toute nue. L'impérialisme la préfère vêtue. On fourrait aux adolescents, dans la bouche, des baillons ~~x'xxxxx~~ sonores, grands mots pâteux qui collent aux dents; ils r^{ai}sonnent".

- Ayant honte, car comme l'a dit Marx, la honte est un sentiment révolutionnaire, de la pitié que nous faisons à nos directeurs de pensées. Liquidons les traditions impérialistes pour nous découvrir nous mêmes. L'impérialisme ~~se~~ substitué sa langue à la notre. Rétablissons les choses en notre faveur pour pouvoir sérieusement dialoguer avec notre peuple. L'impérialisme a détruit notre culture, mais ce n'est pas pour autant qu'il nous a donné la sienne.

Ayant honte car nous n'avons pas besoin d'avoir inventer la poudre pour savoir qu'un simple instrument suffit pour pousser les esclaves à massacrer le maître. La cruauté de notre situation ne nous laisse aucun choix possible quant à nos contradictions secondaires et principales : notre ennemi a déjà oublié sa situation d'ennemi. Il se prend pour une arme : bombardier, tank, mitrailleuse.

- Ayant honte de notre discorde et de nos particularismes, car, l'expérience l'a prouvé, loin de nous servir de leçon pour mieux nous organiser, ils ne font, au contraire, qu'accentuer nos contradictions secondaires. Ils nous poussent plus vers le passivisme et le défaitisme qu'à l'action. Une fois le tour d'un cercle vicieux terminé, nous entreprenons un autre.

D - Dépassement

Bien entendu, sortir d'un tel cercle, suppose qu'un groupe de jeunes, conscients, habiles et ayant l'ouverture d'esprit nécessaire envers les réalités aussi bien que de cette responsabilité prennent l'initiative. Ces jeunes doivent se débarrasser de tout complexe "d'éviter les erreurs", car seuls ceux qui ne font rien, ne commettent pas d'erreurs. Il arrive même que toute une vie se solde par une erreur. Ceux qui ne pensent pas en vue de travailler et qui n'analysent le résultat travail que pour en tirer les conclusions

critiques (donc en dégager les erreurs) ne sont finalement que des intellectuels arrivistes. Et emettre des jugements sur le travail de ce qu'ils considèrent comme des fous aventuristes ne peut relever que de l'insolence enfantine et de ce fait ne les prévient nullement du mépris qu'ils méritent malgré leur attitude hautaine et paternaliste. Puisse l'expérience et les erreurs qu'elle contient leur servir de leçon. Puisse le sang coulé à Casablanca et ailleurs au Maroc servir de stimulant pour approfondir et enrichir l'idéologie révolutionnaire . Comme les expériences de France et d'ailleurs avaient contribué à enrichir et approfondir le Marxisme de Marx. Comme la révolution Russe avec Lenine a enrichi le marxisme en élargissant les voies de libération des peuples opprimés. Comme la révolution Chinoise a contribué à trouver d'autres moyens de libération que ceux connus au moment de son déclenchement. Comme la révolution Cubaine qui a forgé son idéologie et son organisation dans l'action quotidienne.

Nous voulons faire notre révolution avec le schéma de la révolution des autres. Ce n'est pas pour être original que nous prétendons que l'entreprise est incertaine, voir même impossible. C'est parce que les conditions de réussite ne peuvent être prises que parmi ceux qui aspire à cette révolution. Tout au plus pouvons nous utiliser l'expérience des autres comme stimulant et pour éviter certaines erreurs capitales sur le plan international par exemple.

Un autre courant est représenté par des milieux auxquels l'expérience ne fait pas défaut. De ce fait, il aurait été normal qu'ils constituent un pont, non seulement entre l'expérience et la théorie, mais aussi entre le passé récent et le présent en tant que témoins. Nous disons en tant que témoins, car leur rôle aussi bien dans le passé que dans le présent, ne peut être plus, vu ce qui est fait dans le chemin de libération et tout ce qui reste à faire dans celui de la révolution.

Or quel rôle jouent-ils actuellement? Au moment précis où le processus de lutte entre dans une phase dont dépendra l'avenir des forces progressistes au Maroc et où le régime impérialo-féodal de son côté s'apprete à porter ce qu'il considère comme le coup de grâce aux forces progressistes, on les voit se réfugier derrière des lectures des victoires des révolutions réussies des autres. La peine leur est insupportable de chercher en même temps à savoir

ce que ces révolutions ont coûté avant de réussir: tout leur rôle actuel est celui du spectateur qui applaudit à la réussite et qui siffle à l'échec. Ainsi Guevarra est tour à tour applaudi, à Cuba puis sifflé et qualifié d'imprudent en Bolivie, et d'aventurier. Le "Ché" qui était d'abord grand révolutionnaire et grand philosophe devient un fou aventurier. Dans un cas il avait suffisamment de chance pour réussir, dans l'autre suffisamment de malheur pour échouer; ainsi de leur retraite tranquille ils s'érigent en juges pour constater les "faits". Ceux qui sont dévoués à une cause perdue, pensent-ils, peuvent bien apparaître comme de belles âmes, ils n'en sont pas moins des égarés et des attardés dans leurs siècles. Ils meurent deux fois puisqu'on enterre avec eux les principes au nom duquel ils ont vécu... pour eux la domination du fait va avec une croyance vague au progrès mais un progrès de capacité: celui qui suppose une accession qui rapproche indéfiniment d'un terme idéal. Le premier phénomène historique est le meilleur simplement parce qu'il est le dernier. Le pseudo-réalisme dissimule ici la crainte de faire le métier d'homme: ce métier têtu est bourré qui consiste à dire oui ou non selon des principes, à "entreprendre sans espérer, à persévérer sans réussite".

Si non comment expliquer, que le même homme passe pour un héros lorsqu'il a fait preuve d'intelligence et de réflexion en entreprenant dans le feu de la guerre et à sa faveur, la création d'un parti révolutionnaire, mettant au point ainsi un nouveau moyen d'organisation, et pour un enfant lorsqu'il entreprend de susciter un sentiment révolutionnaire en même de forger un instrument parmi les paysans des Andes boliviennes.

Car dans notre pays, il n'y a pas d'autre moyen de faire la révolution ni en tant que réalisation ni en tant qu'instrument que sous la protection des armes des militants, à défaut d'une classe ouvrière nombreuse et consciente de son rôle: dans un pays où les paysans représentent l'écrasante majorité (70%) , il ne peut-être question d'attendre que la conscience se développe telle une génération spontanée. Il faut la susciter et l'encre dans des mentalités sédentaires et soumises par habitude à la nature. Ainsi le rôle de l'intellectuel et non pas de disserter sur les valeurs révolutionnaires d'un tel ou tel d'après son échec ou sa réussite

mais se protéger par les armes- car sans cela il n'ont aucune chance de remplir leur mission- et aller contribuer à la prise de conscience de la classe paysane: qui prendra les armes ?

F - Prendre les armes ce n'est pas résoudre le problème

Il est important de faire remarquer à ce sujet que prendre les armes ne signifie pas résoudre tous les problèmes. Mais ce fait n'en constitue pas moins une condition sine qua non, sans la protection des armes ; la tâche colossale d'organiser les paysans est impossible : vivant dans le cadre d'une économie rurale de subsistance. Les paysans sont pris entre les tenailles de la nature et de l'administration répressive du régime qui exploite . Tout facteur d'organisation ou de mobilisation est à forger dans la conscience de chaque individu. L'état des rapports objectifs entre eux ne permet guère d'utiliser la tactique d'agitation ouvrière ou même citadine: pas de revendications communes, pas de lieu de travail commun.

La seule revendication qui puisse les mobiliser est le changement du régime comme moyen d'agir sur la nature.

C'est pourtant à cause de cette réalité que Gevarra fut condamné après l'échec de sa(~~tentative~~) tentative de soulever les masses paysannes en Bolivie.

Mais condamner un homme c'est facile. Juger une situation c'est plus difficile, surtout s'il s'agit de son propre pays. Pour les autres on est plus ou moins hors du coup. On peut confortablement se contenter de prononcer des jugements gratuits. On peut même approuver en désapprouvant ceux existant de sorte qu'on ne se donne même pas la peine de chercher les "attendus".

D'aucuns se sont pour tant laissé aller à cette tentation après les soulèvements et les tueries qui s'en survient au Maroc depuis 1965 : après le massacre de Casablanca en 1965, la spontanéité des masses populaires est condamnée,; mais ils n'ont pas attendu longtemps pour la remettre à l'honneur: après les événements de 1968 en France. Ils ont conclu qu'il faut donner la parole au peuple (sic) . Ce n'est pas pour longtemps car dès que la Sorbonne fut évacuée. Comme pour entener la décision, ils se prononcent à nouveau en faveur du banissement de la spontanéité.

Qu'une part au moins de cette attitude soit due à des intentions politiques visant à contraindre ses concurrents au dialogue

Voilà qui ne constitue pas , pour autant, un obstacle infranchissable . A une seule condition , que ce dialogue vise à trouver une issue pour amener toutes les forces qui ont choisi ou qui ont pour vocation, de part de leur position sociale, d'oeuvrer pour mettre rapidement fin à cette consommation interne des forces démocratiques et nationale. Autrement dit que tous les efforts soient consacrés à orienter ces énergies - en contradiction avec un régime qui ne nourrit que du mépris pour elles - contre l'ennemi principal dont la tactique est d'ignorer toute intelligence et de réprimer tout effort: seuls ceux qui trahissent les masses jouissent de ses faveurs. Si le dialogue a pour raison cette fin , personne ne peut le refuser de bonne fois. Mais le dialogue pour le dialogue ne peut être que de la phrasiologie professionnelle n'ayant pour but que de servir les ambitions personnelles et pour moyens le dénigrement.

Puisque la conscience de classe chez cette écrasante majorité est inexistante sur le plan de lutte économique, il faut développer chez elle la conscience politique: il faut une sphère plus large que celle constituée par les rapports entre quelques grands propriétaires et quelques milliers d'ouvriers agricoles et des millions de paysans sans terre et sans travail.

- mettre fin à une anarchie qui n'a pas cessé de régner au sein du parti.

Deuxième partie

Instrument de la révolution: le parti et les organisations
de masse

Chapitre I: La révolution et sa direction

La première question qui vient à l'esprit à ce sujet concerne le choix du type d'organisation compatible avec une véritable révolution; c'est dire une révolution qui vise non seulement au changement du régime dans ses principes et dans ses structures de base mais aussi qui veille à ce que le changement soit conforme aux aspirations populaires les plus profondes.

D'aucuns peuvent prétendre que seule une période démocratique peut constituer le moyen de dégager ses aspirations populaires. Rien n'est plus mystificateur que de prétendre que laisser le terrain libre aux jeux démagogiques de la supercherie partisane une manière de se conformer aux aspirations du peuple : c'est un faux problème. La révolution

qui ne peut être le résultat d'une génération spontanée ne peut à plus forte raison être le résultat d'un don de la part des adversaires des aspirations populaires. Pour faire la révolution il faut s'emparer des moyens de la faire. ~~xxxxx~~ Il faut briser la résistance du régime impérialo-féodal. Chose qui ne peut être entreprise et menée à terme que par une organisation révolutionnaire homogène et issue directement des conditions de vie sociale, économique, politique et intellectuelle des masses .

De surcroît le démocratisme n'est ni un critère de démocratie ni un critère de liberté. Il consiste à gérer l'exploitation des masses populaires "à l'amiable". Au lieu de résoudre les contradictions, il les camoufle et les intègre. Adopter le multipartisme. C'est du coup, renoncer, consciemment ou non , à la révolution politique, donc, à abandonner le principe de révolution tout court. On peut alors se contenter de réformes plus ou moins profondes qui paraîtront pour un temps radicales, mais qui ne tarderont pas, faute de pouvoir politique révolutionnaire qui garantisse leur orientation socialiste, à devenir des structures normales de gestion: les perspectives d'avenir expriment si une société progressiste est révolutionnaire ou non.

Or une telle solution ne peut être le fait que de révolutionnaires organisés. Et toute addition à cette organisation constitue autant de difficultés supplémentaires dans la voie du socialisme . Au contraire l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire . Devant cette caractéristique commune aux membres d'une telle organisation, doit absolument s'effacer toute distinction entre ouvriers et intellectuelles et à plus forte raison entre les diverses professions des uns et des autres. Cette organisation doit inévitablement être peu étendue et la plus clandestine possible.

Mais une organisation révolutionnaire n'exclue nullement le principe démocratique. Bien au contraire, ayant pour objectif la satisfaction des aspirations populaires, l'organisation des révolutionnaires ne peut trouver sa cohésion et l'harmonie de ses activités que dans le principe démocratique. La confiance des masses doit être le principe fondamental de son existence et de ses activités. Car seule la clarté peut empêcher une organisation révolutionnaire de

dégénérer en équivoque quant à ses objectifs, ses composantes sociales, et le principe de son fonctionnement. Sans quoi le risque est constamment grand de la voir défigurée et confisquée au profit d'une dictature petite bourgeoise généralement sous forme personnelle soutenue par une caste de bureaucrates se servant de l'organisation comme d'un instrument de ses intérêts particulières, un simple organe de police politique.

Section I : Idéologie et histoire du Maroc

Ainsi l'organisation des révolutionnaires doit constamment s'imprimer de la tradition démocratique du peuple marocaine. Toute son activité doit avoir en vue avant tout la réalité des masses populaires marocaines, comme elles apparaissent dans les données objectives des aspirations des masses. Mais le rôle des révolutionnaires est d'exprimer cette réalité conformément aux impératifs du progrès, aux acquis de la science moderne ainsi qu'aux expériences des différents mouvements révolutionnaires dans leur lutte contre l'impérialisme. Mais ils doivent se garder de céder à la tentation de schématisation sans aucun rapport avec ses réalités. Nous l'avons vu cela conduit à un nihilisme désolant.

Ce qui ne veut pas dire que l'idéologie est moins importante, au contraire elle doit rester le guide éclairant, en même temps que définissant les domaines qui relèvent de la ~~xxxx~~ stratégie révolutionnaire et ceux qui relèvent de la tactique.

C'est d'ailleurs l'optique exprimée dans l'action qui permet de définir nettement une organisation révolutionnaire par rapport à une organisation politique d'apparence révolutionnaire mais dont les buts sont franchement opportunistes. Ce n'est pas pour autant qu'il faut les ignorer. A condition de bien prendre soin de distinguer nettement le plan stratégique qui ne tolère aucune alliance fondée sur un compromis avec les organisations et le plan tactique essentiellement élaboré en fonction des moyens à mettre en oeuvre pour renverser le régime réactionnaire en place, une telle alliance peut s'avérer fructueuse.

Cependant, même dans le cadre des forces adverses au régime les résultats d'un compromis dépendent des rapports de forces entre les parties contractuelles, aussi devons-nous avoir constamment la vigilance et le courage nécessaire pour dénoncer toute alliance dès que ses résultats risquent d'affecter notre stratégie.

Cette vigilance et ce courage sont essentiellement indispensables pendant la période de transition . Pour l'heure le choix est clair : il faut mettre fin à un régime qui a cédé une ~~bonne~~ fois pour toute de n'avoir que du mépris pour tout ce^{se} qui réclame du peuple : l'ennemi est indiqué et le rôle de chacun tout à fait précisé . La mobilisation de toutes les organisations démocratiques et le plus sûr moyen d'en venir à bout .

Mais il n'est nullement question de confondre ici la démocratie formelle, qui ne s'intéresse qu'aux apparences des choses , avec la démocratie véritable politique, économique et sociale. Et de ce fait toute mobilisation doit viser à lutter non seulement contre le régime mais aussi contre ses alliés impérialistes. Ce qui n'est pas seulement nécessaire pour le détruire économiquement , mais aussi parce que cela permet d'assainir ce front démocratique en le débarrassant de ses éléments pro-impérialistes pour qui le régime en place n'assure plus ni les intérêts ni les ambitions : à bas le roi , mais vive la monarchie ! Et c'est précisément la situation actuelle de la bourgeoisie, héritière de la colonisation foncière, de la féodalité et de la bourgeoisie mercantile et compradore.

Section II : La maturité idéologique du Parti

"Il y a des lois scientifiques synthétisées par le marxisme et enrichies par l'expérience des révolutions socialistes et que nous pouvons très bien appliquer à notre société" disait Mehdi Ben Barka en 1962. L'itinéraire qui a ainsi conduit notre parti de la prise de conscience de la nécessité des réformes à accomplir à la définition des méthodes scientifiques à adopter s'est achevée. Il a choisi le socialisme, non pas un socialisme arabe, africain ou autre, mais le socialisme scientifique. Si le parti refuse le "dogmatisme" ce n'est pas pour des raisons d'orientation ni d'analyse, c'est plutôt pour des raisons méthodiques d'approche. Vu l'étape d'évolution de notre société, nous jugeons préférable - et c'est là l'un des points essentiels qui sépare notre optique de celles des militants communistes - d'appliquer le socialisme scientifique à notre société sous-développée caractérisée par un bas niveau de prise de conscience. L'autre point de divergence étant l'optique internationale de notre révolution : notre mouvement révolutionnaire naissant, a plus besoin du soutien du bloc socialiste que l'inverse. C'est en

fortifiant les mouvements révolutionnaires dans les pays sous-développés qu'on contribuera plus efficacement à saper et à détruire l'impérialisme, non en opérant au sommet par dissuasion.

Puisque le Maroc est avant tout un pays agricole c'est d'abord principalement une révolution agraire que nous préconisons.

A - Révolution Agraire

Pour notre pays la révolution agraire est une nécessité absolue car si l'équation de la croissance économique comporte comme principaux éléments le facteur industriel, le facteur agraire et le facteur institutionnel, le facteur agraire y occupe la place centrale (les conditions d'une véritable réforme agraire 1962) .

Une analyse scientifique des structures agraires au Maroc déterminerait la seule méthode à adopter pour sortir du sous-développement la masse des campagnes :

- la révolution agraire, notre analyse l'a déjà montré, constitue un impératif prioritaire et le plus urgent dans notre pays. Elle doit obéir à un certain nombre de principes. Le premier consiste à récupérer la terre et à supprimer les formes d'exploitation féodales, semi-féodales et capitalistes. Il ne s'agit pas seulement de la récupération des terres de colonisation, mais aussi de toutes les grandes propriétés, qu'elles aient été constituées avant, pendant ou après la période coloniale.

- mais révolution agraire ne veut pas seulement dire récupérer les terres et limiter la propriété foncière. La récupération ne doit pas constituer un but en soit. Dans ce domaine non plus il ne doit pas y avoir de fausse révolutionnaire. Autrement on court le risque de retomber dans le cadre des mesures sans portée pratique. La paysannerie bénéficiaire de la récupération des terres s'installerait vite dans un système qui risquerait de recréer les conditions d'exploitation que la révolution était sensée supprimer. "C'est pourquoi à ce propos, l'exemple de la Chine doit toujours être présent. La Chine est un pays sous-développé dont la paysannerie a connu des rapports d'exploitation féodale et des rapports d'exploitation capitaliste étrangère. Techniquement ce processus de réforme agraire peut servir sans être transposé littéralement" Ben Barka.

- il faut opérer une organisation rationnelle de la production agricole par la méthode socialiste. Autrement dit donner à la révolution

agraire son contenu qui est la socialisation de l'agriculture. Cette socialisation devra se faire par l'éducation et la persuasion, car il y aura des résistances. Le passage de l'agriculture de forme d'entreprise privée à la forme coopérative et socialiste n'est pas chose facile. Il nous faudra beaucoup de patience, car cet aspect de la révolution agraire, qui consiste à ne pas laisser se développer l'exploitation à travers les petits propriétaires nouveaux, ne peut être que progressif. Au contraire la récupération des terres et la suppressions des rapports d'exploitation féodale ou capitaliste devront être réalisées dans l'immédiat.

La Révolution dans le secteur industriel

La socialisation dans le secteur industriel, après la réalisation de la réforme agraire va de soi, car les conditions du développement économique nécessitent un développement harmonisé des deux secteurs. La socialisation des ressources du pays, dont les ressources agricoles, leur mobilisation et leur mise en valeur par le moyen du plan sont des nécessités absolues pour garantir le succès et la durée d'une révolution socialiste. Sa direction devra veiller à l'exécution des programmes et viser à atteindre les objectifs tracés par le plan : la mobilisation des ressources humaines devrait constituer le moteur de mobilisation des autres ressources.

L'aide étrangère ne devra pas constituer le facteur de base de notre industrialisation. Son caractère devra être constamment un caractère complémentaire.

C - Démocratisation de l'enseignement

Il n'y a pas de révolution sans éducation appropriée des masses. La généralisation de l'enseignement et son adaptation aux nécessités de la société socialiste nouvelle devront faire parti parmi les préoccupations urgentes de notre révolution : entre toutes les tâches, celle de l'enseignement exige un effort de longue haleine. Car toute improvisation ne peut que conduire à des fuites en avant devant des problèmes aussi délicats et aussi profonds que ceux de la formation des cadres qui exigent une véritable généralisation et une véritable démocratisation de l'enseignement, et que ceux qu'imposent les aspirations populaires à l'enseignement et à l'éducation. Ceci d'autant plus que dans ce domaine comme dans les autres sinon plus encore, on devra distinguer deux étapes : l'étape de la

liquidation de la domination culturelle colonialiste, . . liquidation sans laquelle toute remise en honneur des valeurs culturelles de notre pays serait entravée. Or notre horizon idéologique que nous partageons avec les forces progressistes dans le monde en général et dans le monde arabe en particulier, rend indispensable la restauration de ces valeurs linguistiques et culturelles qu'exige l'éducation des masses populaires. C'est en effet un des facteurs parmi les plus efficaces pour les aider à prendre conscience de leur situation économique et sociale d'abord et politique ensuite. De cette façon nous contribuerons à transformer ce facteur souvent utilisé, abusivement jusque là, comme instrument de démagogie sentimentale en un instrument d'éducation en profondeur et par suite de mobilisation.

Section III : Economie et politique

Il y a parmi nous, et ce n'est pas nouveau, des gens qui croient que la lutte économique passe avant la lutte politique car c'est la première qui donne son contenu à la seconde : la tâche des révolutionnaires consisterait donc à donner un caractère politique à la lutte économique...

Cette conception est non seulement étroite mais tendantieuse. Elle tend à sauvegarder les privilèges de ceux qui croient avoir trouver leur réussite sociale à la tête de certaines organisations syndicales ou autres. Elle tend ensuite à tenir le plus loin possible les révolutionnaires "intellectuels" de ceux qui militent à l'intérieur de ces organisations, autrement dit à conserver les organisations comme "classe gardée" de leurs dirigeants.

Elle est étroite parcequ'elle développe la conscience catégorielle, donc intégrationniste, et non la conscience de classe, donc politique au niveau le plus élevé. Et par suite elle contribue à empêcher le dialogue nécessaire à l'action révolutionnaire entre les différentes catégories de classes opprimées et exploitées : elle aboutit en fait à consolider le régime en réduisant le rôle des organisations syndicales professionnelles aux revendications à la mesure du bon vouloir de la réaction : toute institution a sa structure naturellement et inévitablement déterminée par le contenu de son action, disait Lénine.

Ainsi, sans négliger le plan économique, car c'est lui qui donne une concrétisation en même temps qu'une garantie contre le verbalisme stérile, il faut que le militant ait un horizon politique à

la fois précis et développé de façon que l'organisation des forces révolutionnaires ne soit pas tenue en échec par ce que les cuistres appellent les résistances intellectuelles.

Chapitre II : Les tâches de l'organisation des révolutionnaires

La première tâche consiste à transformer en réalité positive, celle de l'action. Cette constatation de primauté que nous enseigne les statistiques mêmes du régime : 95% du peuple marocain se trouvent en situation révolutionnaire.

Il appartient en effet aux militants révolutionnaires de dégager les moyens adéquats pour arriver à une mobilisation, la plus large possible, de cette masse. Il ne faut cependant pas se leurrer, une constatation statistique n'est nullement une évidence conséquente : si l'écrasante majorité du peuple marocain se sent opprimée et aspire au chanfement, elle n'a pas encore conscience de la situation révolutionnaire. Au mieux elle est en état de révolte et ce fait susceptible d'être détourné vers n'importe quel objectif : les pêcheurs en eaux troubles ne manquent pas. Il y en a même qui se servent de cette crainte pour prêcher la réforme et la collaboration avec le régime actuel.

Section I : Situation de révolte actuelle et perspectives révolutionnaires

En conséquence, les militants révolutionnaires doivent non seulement consacrer leur effort et leur imagination à faire prendre conscience à ces masses de leur situation de révolutionnaires, non seulement consacrer leur courage et leur abnégation à échapper aux poursuites et à la répression, mais ils doivent en même temps maintenir leur vigilance pour prévenir de détournement le sentiment d'exploitation et la colère des masses du véritable objectif le leur et qui est seul à même de remédier à leur situation : nous devons constamment rester sur nos gardes de peur de voir cette situation de révolte aboutir, une fois de plus, à une pause révolutionnaire. Il ne manque pas de militants expérimentés, sages pour nous inciter à une telle pause, leur argument est invariablement le même : elle nous donnera l'occasion de nous organiser verticalement et horizontalement. Ils oublient tout simplement que le régime se propose le même but. La différence c'est que lui; n'ayant pour ainsi dire, aucun lien de dépendance réciproque avec ces masses, les compromis, par le fait même de son existence transforme sa situation d'égale à favorable. Pourquoi ? Parcequ'il transforme la colère en espoir,

voire même en enthousiasme. Or c'est précisément cette colère qui engendre cet état de révolte qui donne à notre mouvement révolutionnaire sa force, donc sa raison d'être sur le plan physique.

Le compromis implique presque toujours au Maroc une utopie sentimentale et moralisante : il est toujours fondé sur une idée généreuse destinée à masquer ou à justifier la lâcheté, le sentiment d'impuissance et de désespoir engendré par l'attente dans l'exil ou seulement hors du pouvoir. En ce sens le compromis a toujours eu deux significations différentes selon qu'on se place du point de vue de l'une ou de l'autre partie : pour l'une (le régime) c'est une application de sa ~~stratégie~~ tactique en vue de provoquer un détournement de la situation; pour l'autre (l'opposition) c'est un alibi pour certains de ses éléments pour s'intégrer au système sans trop d'éclat; c'est en cela que le compromis constitue une lâcheté.

Section II : Réformes et révolution

Pire que cela l'idée de compromis comporte, dans ~~son~~ le contexte marocain, toujours en elle-même, implicite ou explicite, l'intention réformiste. A la différence de la volonté révolutionnaire, l'intention réformiste est entachée d'aléas. Elle est donc tout à fait dépourvue d'éléments mobilisateurs.

Le drame c'est que la nature des problèmes que nous avons évoqués dans la première partie et que résume la statistique froide de 95% de misérables et 5% de prospères, à supposer toute la bonne volonté du mouvement, exclut les exploités des décisions à prendre, s'avère impossible dans un pays comme le Maroc où seules l'exploitation, la misère et la répression sont développées.

La bonne volonté et même la générosité de la classe exploitante ne suffisent pas. Il faut en plus la volonté libérée des 95%. Or cette volonté libérée ne peut être que le résultat d'une prise de conscience mobilisatrice. Et cela, seule l'option révolutionnaire peut y prétendre et, avec la vigilance voulue, attendre.

Chapitre III : Le pouvoir et les masses

Pour fonder le pouvoir du peuple sur une assise en conformité avec ses aspirations, il faut d'abord commencer par démystifier la notion même du pouvoir. Il faut le débarrasser de ce voile abstrait qui l'entoure pour en faire un instrument au service des masses qui lui servent de base : il faut que la notion de pouvoir devienne concrète. Pour nous, militants révolutionnaires, c'est

la seule manière de prévenir toute tentative de phraséologie pseudo-démocratique. Il faut que le réseau de communication entre la base et le sommet de notre société révolutionnaire soit le plus claire et le plus concret possible.

Un pouvoir qui ne procéderait pas de la réalité des masses laborieuses ne saurait être qu'abstrait. Etant abstrait, il peut facilement être détourné de son objet pour devenir un instrument d'oppression, donc de division, de contradiction.

Or un pouvoir qui suscite les contradictions, provoque du même coup des rivalités d'intérêts, ce qui est certainement contraire au principe révolutionnaire. A l'identité des conditions économiques et sociales doit correspondre celle des aspirations. Du reste un pouvoir voilé ou concret n'a de signification que si un fondement doctrinal peut lui être donné. L'objet d'une révolution est de lui donner celui d'une idéologie véritablement révolutionnaire, en remplacement de celui du mythe et de l'oppression féodale.

Section I : L'Etat du peuple entier

Le pouvoir qui jusqu'à maintenant était considéré comme un instrument de répression de l'écrasante majorité du peuple doit devenir un instrument au service de cette écrasante majorité. C'est en effet un lien commun que le but de tout mouvement révolutionnaire est de s'emparer du pouvoir au nom du peuple, pour le mettre au service du peuple. Encore faudrait-il s'y préparer suffisamment à l'avance pour s'en emparer, dans les conditions les meilleurs et être à même d'apprécier la manière la plus adéquate pour le mettre au service du peuple: il n'est que trop courant, hélas, que le slogan de la mise au service du peuple du pouvoir serve des intérêts et des ambitions totalement étrangères aux aspirations des masses populaires. L'intellectualisme abstrait mis au service de la démagogie sert souvent d'appui à ces mouvements pseudo-révolutionnaires.

Cela étant précisé, il convient de faire remarquer qu'il n'y a pas nécessairement de rupture nette entre les étapes que traverse la notion de pouvoir-aussi bien que la pratique-mise entre les mains entre les mains de révolutionnaires : le pouvoir au service du peuple (les masses populaires) est l'une des étapes dans la réalisation de la société socialiste. Le pouvoir doit en effet non pas protéger la continuité d'un ordre "mystique" hérité des âges glorieux et

béatifiés" , mais , au contraire, servir à l'épanouissement des masses populaires. Il doit-être l'instrument privilégié d'une société juste et harmonieuse: l'unité du peuple marocain doit-être le premier résultat de la victoire de la révolution sur le régime impérialo-féodal qui apparaît de plus en plus comme un obstacle à cette unité, le second résultat devant être la suppression des différences économiques et sociales existants entre les différentes catégories de citoyens.

L'union des travailleurs, des paysans et des intellectuels doit se consolider sur la base de la communauté des intérêts fondamentaux de toute la nation. Leur unité idéologique et socio-politique doit-être indestructible.

D'une volonté populaire unique doit se dégager, se forger un instrument capable de lui servir de moyen d'expression : cet instrument c'est l'Etat au service du peuple tout entier.

Fondé sur cette volonté populaire, fortifié par l'unité des aspirations, développé par ses réalisations économiques et sociales, cet Etat doit-être et peut être véritablement démocratique.

A - Une démocratie authentique

Une véritable démocratie exige que chaque citoyen libéré participe au gouvernement et à la direction des affaires publiques.

Le pouvoir doit-être assez proche des citoyens pour s'occuper d'autre chose que de refléter leurs intérêts et leurs aspirations. Il ne peut le refléter qu'en les associant à sa conception et son exercice.

Cette association ne peut se faire qu'en créant des conditions de vie matérielles et culturelles adéquates et à la portée des masses laborieuses en mettant en place les structures de représentativités populaires appropriées ainsi que, ~~mettant en place~~ les principes démocratiques du système électoral et en les faisant jouer à chaque fois qu'il s'agit de questions fondamentales intéressant la communauté toute entière.

Même si pour une période donnée le rôle d'un individu ne doit pas être négligé, il faut à tout prix éviter que les ambitions personnelles ne se transforment en castes gouvernementales dont renaitrait l'idéologie bourgeoise du pouvoir.

Et c'est là que doivent intervenir d'une manière efficace les organisations de masses (syndicats, coopératives etc...). Sous

la direction du parti d'avant-garde : ces organisations doivent être "les piliers du socialisme". Leur rôle dans la direction de l'économie et dans l'éducation des masses est appelé à se développer. Leurs compétences doivent être étendues.

B - Le contrôle populaire

Dans tous les cas le contrôle populaire doit-être acquis. Mais pour que le principe ne soit pas vicié par une démagogie toujours prospère dans ce cas. Il faut envisager dès maintenant les moyens qui seront mis à la disposition du peuple pour exercer ce contrôle. Les masses populaires doivent avoir des moyens de contrôles effectifs et efficaces sur le fonctionnement de l'appareil de ~~l'Etat~~ l'Etat.

Cette extension du contrôle doit avoir pour objet la lutte contre les abus de l'administration, contre le bureaucratisme et contre la lenteur et la routine inévitablement attachée au principe de socialisation des activités économiques et sociales de tout ordre.

Les organisations sociales de leur côté doivent avoir dans leurs attributions d'exercer ce contrôle sous la direction du parti. Mais celui-ci doit demeurer l'organe essentiel non seulement d'orientation mais aussi de contrôle de l'activité de l'appareil de l'Etat. Par son caractère d'organisation de révolutionnaires représentant toutes les couches sociales opprimées et aspirant à mieux vivre, le parti doit faire en sorte que les activités de l'Etat à tous les stades et à tous les niveaux soient exercées par d'authentiques représentants du peuple, à l'initiative du peuple et sous le contrôle du peuple.

Section II : Fonctions et méthodes nouvelles

L'organisation de la révolution en appareil étatique doit répondre à tout instant aux besoins de la société nouvelle, doit servir au mieux ses intérêts. L'Etat comme organisation de la révolution doit se ^{libérer} ~~libérer~~ le plus possible de ses fonctions de contrainte pour consacrer l'essentiel de ses activités au développement économique du pays.

En effet, de même que la violence pendant la période de libération n'est qu'une nécessité imposée par le caractère exploiteur et répressif du régime féodal, la fonction de contrainte de l'Etat au service de la révolution ne doit-être qu'un moyen de protection.

de la révolution et de ses réalisations : détruire la mentalité féodale en même temps que les structures est nécessaire , mais ce qui est plus fondamentale encore c'est construire l'avenir, construire une société révolutionnaire et socialiste.

Parmi ses tâches les plus importantes, l'organisation économique du pays est la formation culturelle des citoyens ne sont pas les moindres, mais pas les seules, le travail pour les citoyens, la protection des acquis de la révolution en propriété socialiste , en droit et à la liberté des citoyens.

L'Etat révolutionnaire doit non seulement assumer la défense du pays contre les attaques contre-révolutionnaires intérieures et extérieures , mais il doit aussi veiller à la collaboration au plan international; à la collaboration fraternelle et d'entre-aide avec les mouvements révolutionnaires et les pays socialistes. Du reste la contrainte ce n'est pas un problème de force, mais avant tout d'éducation des masses . Le travail d'éducation est un travail de longue haleine.

Du point de vue idéologie et orientation, l'éducation des masses relève plus des activités du parti et des organisations sociales qui doivent lui-être hiérarchiquement et organiquement liées. Et ce n'est que dans la mesure où les individus n'acquerront pas tous rapidement la conscience et les conceptions à la hauteur de l'esprit révolutionnaire coercitif de l'Etat, doit intervenir. Il doit donc pour cela avoir des moyens appropriés de façon à éviter l'arbitraire et l'improvisation.

Il n'est bien sûr pas question pour nous de négliger les dangers et les menaces que le triomphe de la révolution au Maroc fera peser sur les objectifs que s'assigne celle-ci. Il n'y a pas de révolution durable à notre époque pour un pays qui ne saura se donner les moyens de sa propre protection . Négliger le problème revient à favoriser le mythe révolutionnaire par rapport aux objectifs effectivement visés.

De surcroît une telle optique conduit fatalement même dans l'hypothèse improbable où le ^{danger} contre-révolutionnaire est exclu au loupement politique donc à l'improvisation et par suite au professionnalisme politique bourgeois.

Car si la rigueur de la contrainte cesse d'être indispensable, cela n'implique pas pour autant le relâchement de l'ordre et de la

l'égalité. L'importance des tâches à accomplir ne laisse pas l'ombre d'un doute à ce sujet.

Il faut éviter que ce qui fut conçu comme remède ne se transforme pas par un biais ou par un autre en maladie. Les exemples autour de nous ne sont que trop nombreux (aussi bien que variés), les moyens destinés à la fonction de contrainte doivent ~~être~~ rester des moyens soumis à l'autorité qui conçoit l'orientation et qui élabore les tâches. Et aucune circonstance ne doit servir de prétexte pour les soustraire à cette soumission et les ériger en organe de conception.

Il n'est que trop fréquent, hélas, que vues les difficultés que posent la création, le développement et l'organisation d'un véritable parti révolutionnaire, on lui préfère la conversion de l'armée organisée au départ en fonction de certaines tâches spécifiquement militaires - en force politique de conception, fonctions auxquelles l'armée n'est ni destinée ni à fortiori capable d'assumer les implications variées - .

La conversion pure et simple d'un moyen de protection exceptionnel au moyen de ~~protection~~ conception essentiel revient finalement à prendre le moyen pour la fin. Autrement dit avouer son incapacité à mettre à exécution ses convictions politiques et idéologiques à la faveur d'une solution de facilité apparente. Ce phénomène implique une double dégénérescence : celle d'une idéologie en pragmatisme et celle d'une faculté de conception créative en routine et celle de la dégénérescence de l'Etat populaire en un de ses organes. Ce dernier avatar caractérise l'échec de la révolution : dans l'optique révolutionnaire le rôle décroissant de l'Etat doit s'expliquer par le rôle compensateur et sans cesse croissant des organisations sociales à la tête desquelles se trouve l'organisation des révolutionnaires. Pour amoindrir le rôle de l'Etat il faut le démocratiser, c'est-à-dire faire remplir le maximum des tâches sociales aux citoyens.

Qu'on ne nous rétorque pas que démocratiser l'Etat c'est l'affaiblir. Ce n'est pas l'affaiblir que lui donner assises populaires sans cesse plus profonde et une assise sociale toujours plus large. Cela contribue au contraire à le renforcer : plus un Etat est démocratique plus il est fort. "L'Etat est fort par son identification aux masses", disait Lénine.

Section III : La révolution, le parti et la démocratisation

Remarquons d'abord-contrairement aux prétentions fallacieuses et surtout timentieuses - que l'UNFP; en tant que parti si non de révolution du moins des révolutionnaires, existe. Si nos adversaires assaient de semer le doute dans l'esprit des militants, c'est qu'ils entendent profiter d'une situation rendue possible par deux circonstances favorables - qui ne sont du reste pas indépendantes l'une par rapport à l'autre- :

- D'abord la répression qui s'est acharner et s'acharne encore sur tant de militants susceptibles d'avoir une activité concrète et efficace au sein de l'UNFP. En effet depuis sa création en 1958, l'UNFP était considéré par le régime impérialo-féodal -à juste titre - comme l'organisation aux buts et aux moyens les plus dangereux. Le régime ne s'y pas trompé. Les circonstances qui ont vu naître notre parti (réaction contre l'immobilisme de logique et de caractère de plus en plus réformiste des orientations politiques du vieux parti de l'Istiqlal) , aussi bien que ~~les éléments~~ ^{les éléments} dynamiques qui forment son noyau.

- En suite et comme conséquence à cette répression le parti ne bénéficie pas du dynamisme cohérent et organisé de ses militants. Il est bien évident que si l'on entend par existence d'un parti les réunions hebdomadaires, voire quotidiennes, du secrétariat général du bureau national ... l'UNFP n'a pas eu alors ~~insuffisamment~~ d'occasion ni de chance pour être un parti : ses militants révolutionnaires ont beau se réunir qui en prison, qui en exil ou tout simplement dans la clandestinité pour échapper aux poursuites de la machine répressive du régime. Tant que ces réunions ne seront pas matérialiser, centralisées, par des déclarations soufflantes et tapageuses, elles ne sont pas prises en ligne de compte. Ne niant pas le rôle de la propagande pour un parti révolutionnaire. Mais des contacts- car la répression est telle qu'il ne peut s'agir de réunions, dans les circonstances que nous avons indiquer, peuvent-ils sérieusement donner lieu à une publicité sans toucher dans le ridicule des actes de la bravoure! En ne peut non plus nous accuser de bonne fois, du moins, de négliger ce domaine : l'activité des militants qui ne se trouvent pas sous les verroux ou qui en sont sortis et consacré en grande partie à la formation et l'information.

Mais en fait la chicane de nos adversaires sur la propagande

et la publicivité n'est qu'un prétexte . Elle cache mal une divergence idéologique profonde. Ils veulent faire n'importe quoi dans n'importe quel cadre. Leur problème est celui de trouver un cadre d'existence politique alors que le notre est d'abord de nous mettre à l'unisson avec les aspirations des masses et pouvoir aussi les orienter vers la seule solution qui soit capable de les tirer de leur misère- à savoir une révolution sociale et économique.

Alors que leur problème est leur existence, le notre est d'imposer celle des masses. Ils voient en leur propre existence la garantie de l'avenir, nous, nous ne voyons pas d'avenir possible sans la participation consciente - qui ne peut-être qu'imposée, arrachée au régime impérialo-féodal et non regardée avec lui - des masses populaires. Ils veulent attendre que les conditions soient mures par phénomène de génération spontanée , nous affirmons que la maturité des conditions sociales ; cela se prépare et pas seulement par des professions de foi verbales et collectivistes. Ils cherchent leur voie dans l'imitation de certains héros , nous trouvons la nôtre à la suite de ces héros dans l'action. Par suite l'UNFP pour nous, n'est pas une fin en soit , c'est un moyen. Comme telle, il peut-être insuffisant; mais l'insuffisance dans ce domaine, moins que dans tout autre n'est pas une preuve d'inexistence. Elle est le stimulant indispensable à tout processus dynamique au sein de toute organisation autanthiquement révolutionnaire. Si au plan des principes l'insuffisance n'est pas à souhaiter constatée sur le plan pratique, elle constitue un facteur d'assésissement et une garantie contre la sclérose : non souhaitée et bien comprise, l'insuffisance est un facteur de transformation .

A - Le rôle du parti

Or le rôle de tout parti authentiquement révolutionnaire est justement la transformation d'une société où l'exploitation et l'injustice constitue la règle en une société d'où l'exploitation et l'injustice seraient banées.

Du reste le caractère du parti révolutionnaire , n'est pas un but , une fois atteint, il faut s'y accrocher, c'est un moyen qui exige des efforts perpétuels dans le domaine d'immagination celui de conception et d'organisation. Il doit constamment être à même d'ajuster son analyse de la situation avec les données

réelles qui déterminent cette situation, faute de quoi il ne pourra pas orienter efficacement les énergies combattives des masses populaires et leur ouvrir des perspectives du développement révolutionnaires. Un parti d'avant-garde doit sans cesse saisir la signification de ce qui naît et se développe pour en tirer des enseignements politiques nécessaires. "Il doit rester un organisme vivant et non se transformer en appareil sclérosé où se meurt étouffé ce qui vit" lit-on dans la charte d'Alger.

Dans tous les cas les organisations des masses, quoique indispensables, quoique efficaces qu'elles soient sur le plan syndical, ne peuvent remplacer le parti d'avant-garde pour dégager et exprimer concrètement les intérêts essentiels des masses populaires et les mobiliser pour les atteindre.

Dans un pays sous-développé comme c'est le cas du Maroc, un parti ne peut être réellement révolutionnaire et surtout ~~le~~ rester que dans l'action et au niveau le plus élevé de l'action politique. Autrement dit l'action en vue de la prise du pouvoir. Car jamais les organisations syndicales, mutuelles, amicales et autres ne pourront à elles seules en finir de l'intérieur avec le régime impérialo-féodal qui ne comprend et n'utilise que la violence comme argument.

"Pour que la masse d'une classe déterminée apprenne à comprendre ses intérêts, sa situation, quelle apprenne à faire sa politique justement pour cela l'organisation des éléments avancés de ces masses est indispensable, immédiatement et coûte que coûte, quand bien même, au début ces éléments ne constitueraient qu'une part infime de ces masses."

Peut-on honnêtement affirmer que l'UNFP à travers ses luttes et ses actions (sans même rien dire de son martyre) ne soit pas l'organisation de ces éléments avancés. On l'a souvent affirmé sans doute, mais ceux qui l'ont fait ne le croient pas, en fait ils le craignent! Ils n'ont pas les reins assez solides pour envisager avec sang froid et avec détermination qu'il n'y a pas d'issue possible sans l'emploi de la violence; car si on ne se décide pas à l'opposer, on la subit de toutes les manières. Comment pourrait-il être véritablement révolutionnaires, alors qu'ils n'arrivent même pas à résoudre un problème de simple légitime défense.

Peut-on aussi honnêtement utiliser l'argument selon lequel l'UNFP ne serait qu'un "parti politique pure"? On l'a pourtant affirmé. Il est vrai que pas plus que pour les affirmations précédentes,

les tenants de cette assertion n'y croient guère. Mais comme ils se trouvent à la tête de ~~xxxx~~ ^{certaines} organisations syndicales, ce faisant, ils défendent leur position de privilégié. Leur attitude ouvriériste n'a pas d'autre motif. Ils oublient tout simplement que tant que les masses laborieuses ne mènent qu'une lutte économique, le régime impérialo-féodal n'y voit pas une sérieuse menace sur son système d'exploitation esclavagiste. Cela explique alors que l'UNFP et ses dirigeants n'ont jamais bénéficié de la "trêve royale".

Plus que jamais, l'UNFP, organisation politique des masses populaires continue à être à l'unisson avec celles-ci, et plus que jamais il faut donner la priorité au parti sur les organisations sociales : les masses ne peuvent mener à bien leur lutte émancipatrice sans le moyen d'un parti politique.

Et tant que la réaction effrénée continue à réprimer par la violence le mouvement révolutionnaire et chercher par la force brutale à le diviser pour maintenir la domination sur les masses, le mouvement révolutionnaire n'a d'autres moyens d'agir que le retour à l'action violente organisée.

C'est pour cette tâche que nous militants de l'UNFP conscients de notre rôle historique et n'ignorant pas notre insuffisance et notre faiblesse, devons rester un instrument révolutionnaire permanent, centralisé, discipliné dans une organisation d'avant-garde.

Aux assauts de nos adversaires intéressés nous devons opposer notre cohésion consciente et structurée : non pas leur démontrer que nous existons en tant que parti (car c'est une fausse querelle), mais en vue de mener les actions indispensables et efficaces dans la voie libératrice et révolutionnaire que nous avons choisie.

A leur attitude systématiquement critique et défaitiste, nous devons opposer notre détermination de ne jamais tomber le piège de fausses querelles dont seul le régime oppresseur des masses bénéficie. Et pour éviter dans l'avenir de gaspier notre temps et notre énergie, il convient dès maintenant de préciser le rôle d'avant-garde de notre parti en traçant les orientations générales de conduites et de conception de ce rôle.

B - Parti d'avant-garde

Dans la période de lutte où nous nous trouvons, aussi bien que celle de construction qui suivra le triomphe de révolution, le rôle du parti doit être et rester celui du guide et de force dirigeante

de la révolution. Toute stratégie, toute tactique aussi bien au niveau des organes qu'au niveau des membres du parti, ne doit être le résultat d'une action spontanée. Elles doivent être concus et provoquées dans un accord d'action consciente et tendre vers des objectifs déterminés.

Notre parti est donc appelé à être non seulement un exemple, un modèle, mais également à agir à diriger effectivement. Sa mission doit s'élargir et son rôle s'implifier dans tous les domaines économiques, politique et social.

Les activités des membres, quelques influents qu'ils soient, doivent se concevoir, s'organiser, au sein du parti avant de devenir initiatives à l'extérieur du parti de façon à ce que celui-ci puisse les sanctionner après coup.

Ce rôle ne doit être seulement compris comme une réaction aux pratiques passées, mais surtout commandé par l'étape décisive dans laquelle est entrée la lutte révolutionnaire contre le régime réactionnaire au Maroc ; et aussi par :

- l'augmentation des dimensions et de la complexité des tâches et des moyens, de lutte contre les méthodes polymorphes de la réaction et de l'impérialisme qui exigent un niveau élevé et varié de direction politique et organisatrice.

- le développement du degré de conscience des masses par suite de l'accélération morale du phénomène d'exploitation.

- la nécessité de plus en plus frappante des pratiques démocratiques dans les mouvements révolutionnaires qui visent à s'enraciner dans les couches sociales les plus profondes.

- par l'importance croissante du rôle de la théorie révolutionnaire dans la mobilisation des masses aussi que par la nécessité du renforcement de leur éducation et de la lutte pour l'élimination des restes du passé dans la société sociale.

Ainsi le parti, en communauté d'aspiration avec les masses populaires, verra son rôle s'accroître et se transformer en conformité avec les exigences du temps. Il s'intéressera de plus en plus aux méthodes de lutte aussi bien que de construction sur le plan économique et celui du contrôle. Or ce rôle pour le jouer efficacement ne peut d'écouler que de ces principes d'organisation. L'étape actuelle de notre lutte ne peut s'accommoder d'une organisation lâche et diluée en initiatives personnelles. Les intérêts d'une masse populaire représentant 95% du peuple ne peuvent se manifester que par une volonté unifiée, qui unit une multitude d'actions isolées, en une seule lutte commune, lutte contre le régime impérialo-féodal, représenté par la dictature monarchique.

Mais la volonté unifiée au sein de notre parti ne peut résulter que des pratiques authentiquement démocratiques. Autrement dit pour les militants, participer activement à la lutte quotidienne (et non pas se contenter de s'informer, de prendre contact, voir même de donner sa voix aux élections) .

Si les difficultés actuelles que nous avons mentionnées plus haut empêchent ce principe d'organisation idéal de fonctionner, il n'en reste pas moins impératif. Il faut que la volonté unifiée des révolutionnaires soit le résultat des confrontations des opinions et des propositions divers. C'est faisant, il ne s'agit nullement de tomber dans la démocratie verbal. La participation de tous les militants, selon les conditions et les nécessités de la lutte ne doit diminuer en aucune façon l'importance du rôle de la direction en tant qu'organe collectif ni celui des dirigeants dans la capacité, les connaissances et l'expérience sont plus que jamais indispensables.

Les expériences des mouvements révolutionnaires ont montré que l'efficacité de l'action dans la lutte dépend de l'existence de groupes stables, de dirigeants expérimentés, influents, ayant de l'autorité.

Mais quelques influents et quelques autoritaires qu'ils soient ces dirigeants doivent être soumis au contrôle du parti (souvenons nous à ce sujet des circonstances qui ont vu naître notre parti).

C - Liberté de discussion et unité d'action

notre parti ne peut durablement éviter le relâchement de la discipline et de la dilution du rôle de direction en initiatives privées que s'il fait en sorte que les discussions de toutes les questions de principe et l'élaboration collective de décision soient les plus vastes possible. cela est indispensable pour généraliser l'expérience; tirer au clair les insuffisances pour que chacun soit convaincu de la justesse de la décision prise .

Les statuts de notre organisation ont déjà distinguer critiques qui renforcent le parti et critiques qui visent à l'affaiblir, il doit se montrer intrangigeant quant à la ligne de démarcation entre ces deux catégories de critiques. En accordant la liberté de critique , en prenant des sanctions contre ceux qui les étouffent le parti en même temps ne donne à personne le droit d'utiliser cette liberté pour affaiblir ses rangs.